

***RAPPORT***

Montevideo,  
Uruguay,  
28 septembre-  
2 octobre  
1992

**Vingt-deuxième  
Conférence régionale  
de la FAO pour  
l'Amérique latine  
et les Caraïbes**



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

*Etats Membres de la FAO desservis par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (au 2 octobre 1992)*

Antigua-et-Barbuda	Dominique	Panama
Argentine	El Salvador	Paraguay
Bahamas	Equateur	Pérou
Barbade	Grenade	République dominicaine
Belize	Guatemala	Saint-Kitts-et-Nevis
Bolivie	Guyana	Saint-Vincent-et-Grenadines
Brésil	Haïti	Sainte-Lucie
Chili	Honduras	Suriname
Colombie	Jamaïque	Trinité-et-Tobago
Costa Rica	Mexique	Uruguay
Cuba	Nicaragua	Venezuela

*Lieu et date des conférences régionales de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

Première	—	Quito, Equateur, 18-25 septembre 1949
Deuxième	—	Montevideo, Uruguay, 1-12 décembre 1950
Troisième	—	Buenos Aires, Argentine, 1-10 septembre 1954
Quatrième	—	Santiago, Chili, 19-30 novembre 1956
Cinquième	—	San José, Costa Rica, 12-21 novembre 1958
Sixième	—	Mexico, Mexique, 9-20 août 1960
Septième	—	Rio de Janeiro, Brésil, 17-27 novembre 1962
Huitième	—	Viña del Mar, Chili, 13-29 mars 1965
Neuvième	—	Punta del Este, Uruguay, 5-16 décembre 1966
Dixième	—	Kingston, Jamaïque, 2-13 décembre 1968
Onzième	—	Caracas, Venezuela, 12-20 octobre 1970
Douzième	—	Cali, Colombie, 21 août-2 septembre 1972
Treizième	—	Panama, Panama, 12-23 août 1974
Quatorzième	—	Lima, Pérou, 21-29 avril 1976
Quinzième	—	Montevideo, Uruguay, 8-19 août 1978
Seizième	—	La Havane, Cuba, 26 août-6 septembre 1980
Dix-septième	—	Managua, Nicaragua, 30 août-10 septembre 1982
Dix-huitième	—	Buenos Aires, Argentine, 6-15 août 1984
Dix-neuvième	—	La Barbade, 5-13 août 1986
Vingtième	—	Recife, Brésil, 2-7 octobre 1988
Vingt et unième	—	Santiago, Chili, 9-13 juillet 1990
Vingt-deuxième	—	Montevideo, Uruguay, 28 septembre-2 octobre 1992

RAPPORT DE LA  
VINGT-DEUXIÈME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO  
POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Montevideo (Uruguay), 28 septembre - 2 octobre 1992

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome, 1992



**TABLE DES MATIERES**

	<b><u>Pages</u></b>
<b><u>RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS</u></b>	v - x
	<b><u>Paragraphes</u></b>
<b><u>INTRODUCTION</u></b>	1 - 22
Organisation de la Conférence	1 - 2
Cérémonie d'ouverture	3 - 8
Election du Président, des Vice-Présidents et du Rapporteur	9 - 11
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	12
Allocution du Directeur général	13 - 20
Allocution du Président indépendant du Conseil de la FAO	21 - 22
<b><u>RESUME DES DEBATS</u></b>	23 - 47
Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région	23 - 39
Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1990-91	40 - 47
<b><u>QUESTIONS DIVERSES</u></b>	48 - 53
Représentation de la région au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI)	48 - 49
Date et lieu de la vingt-troisième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	50
Adoption du Rapport	51
Clôture de la Conférence	52 - 53
<b><u>ANNEXES</u></b>	
A	Ordres du jour du Comité technique et de la Plénière
B	Liste des participants
C	Liste des documents
D	Déclaration du Président de la République orientale d'Uruguay
E	Déclaration du Directeur général
F	Rapport du Comité technique



## RESUME DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

### Répercussions sur la région du Marché unique européen, de l'ouverture politique et commerciale de l'Europe de l'Est et des résultats des Négociations d'Uruguay.

#### A l'attention des gouvernements

La Conférence:

1. a estimé que les Négociations d'Uruguay devraient produire des résultats équilibrés dans tous les domaines, notamment de l'agriculture, des services, des droits de propriété intellectuelle et des questions d'investissement liées aux échanges (Annexe F, par. 14);
2. a insisté sur la nécessité d'aboutir à une conclusion rapide et positive des Négociations commerciales multilatérales du GATT dites de l'Uruguay Round (Annexe F, par. 16);
3. a estimé que les pays importateurs nets de produits alimentaires, notamment les pays ACP, devraient bénéficier d'un traitement spécial pour qu'ils puissent s'adapter aux nouvelles conditions qui se sont créées sur les marchés à la suite de la libéralisation des échanges (Annexe F, par. 19);
4. a exhorté la Communauté européenne à revoir sa politique d'importation de bananes à faire en sorte qu'elle soit pleinement compatible avec la proposition de tarification complète prévue dans les Négociations d'Uruguay (Annexe F, par. 21);
5. a exprimé l'espoir que les négociations relatives à un nouvel Accord international sur le café, et notamment à ses clauses économiques, aboutiront et a rappelé la nécessité de maintenir le Protocole sur le rhum qui figure dans l'Annexe à la Convention de Lomé (Annexe F, par. 21).

#### A l'attention de la FAO

La Conférence:

6. A pris note avec satisfaction de l'assistance technique fournie par la FAO aux pays en développement qui participent aux Négociations d'Uruguay, et en particulier de son rôle dans les négociations relatives au projet d'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires figurant dans le projet d'Acte final (Annexe F, par. 17);
7. a suggéré que la FAO envisage l'opportunité de traiter des problèmes du marché mondial du sucre, même si une autre institution internationale s'en occupe déjà (Annexe F, paragraphe 21);
8. a insisté sur la nécessité pour la FAO de continuer à fournir aux pays une assistance qui leur permette de renforcer leur compétitivité sur les marchés d'exportation et de diversifier leurs secteurs agricoles (Annexe F, par. 24).

A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

9. A souligné la nécessité de trouver, dans le cadre de la treizième session du Groupe intergouvernemental de la FAO sur la banane qui se tiendra à La Lima (Honduras) en novembre 1992, une solution équilibrée aux problèmes politiques du marché mondial de la banane (Annexe F, par. 21).

Représentation de la région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

10. A élu à l'unanimité le Chili pour représenter la région au sein du GCRAI, en remplacement du Brésil dont le mandat a pris fin en 1992 (Annexe F, par. 31).

Innocuité et contrôle des produits alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, et plus particulièrement des aliments vendus sur la voie publique et des autres produits présentant un risque potentiel pour le consommateur et pour le commerce international des denrées alimentaires

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

11. A insisté sur la nécessité pour tous les pays de la région de mener une action vigoureuse et concertée pour mettre au point des programmes appropriés et efficaces concernant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires (Annexe F, par. 34);

12. a insisté sur l'urgente nécessité d'assurer un approvisionnement convenable en eau potable afin de combattre l'une des causes potentiellement les plus dangereuses de contamination des aliments vendus sur la voie publique (Annexe F, par. 36).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

13. A exprimé sa satisfaction pour l'assistance fournie par la FAO en ce qui concerne le contrôle de la qualité, de l'innocuité et de la contamination des produits alimentaires et la formation des personnels chargés de l'inspection des produits alimentaires, des laboratoires et de la gestion (Annexe F, par. 35);

14. A demandé à la FAO de prêter son concours à l'établissement de manuels destinés aux fonctionnaires chargés des contrôles alimentaires et a exprimé l'espoir que l'aide de la FAO pourrait s'étendre à tous les pays de la région (Annexe F, par. 35).



#### A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

15. A accordé une priorité élevée au travail mené en collaboration avec la Commission du Codex alimentarius en vue d'élaborer des normes satisfaisantes en matière de produits alimentaires, d'hygiène et d'étiquetage et pour contrôler et limiter les contaminants alimentaires, et a instamment demandé que ces recommandations soient rapidement mises en oeuvre à l'échelon national et régional (Annexe F, par. 34);

16. A souscrit au Plan d'action inclus dans le document de travail et a demandé que de vigoureux efforts soient faits pour sa mise en oeuvre et pour celle des suggestions avancées, dans le cadre d'une stratégie plus générale (Annexe F, par. 36);

17. A appelé l'attention sur la nécessité de programmes tendant à réduire les risques de contamination organique et inorganique durant la production, la récolte et la manutention des matières premières (Annexe F, par. 36);

18. A estimé que les programmes relatifs au contrôle de la qualité des eaux utilisées pour l'agriculture ont une importance capitale (Annexe F, par. 36).

#### Situation et perspectives d'avenir des biotechnologies modernes en Amérique latine et dans les Caraïbes

##### A l'attention des gouvernements

La Conférence:

19. A recommandé que les pays exploitent les avantages évidents que possède la région en matière de diversité biologique et autres ressources naturelles, réaffirmant la nécessité d'aligner les activités sur les conclusions tirées à la CNUED concernant les domaines de la diversité biologique et des biotechnologies (Annexe F, par. 47).

##### A l'attention de la FAO

La Conférence:

20. A suggéré que la FAO examine la possibilité de créer un organe régional interinstitutions chargé de gérer et de suivre les activités concernant les biotechnologies, principalement dans les domaines du génie génétique de la biologie moléculaire (Annexe F, par. 45);

21. A suggéré que la FAO organise une consultation sur la biotechnologie agricole dans le cadre de laquelle des représentants des gouvernements, d'organisations internationales de coopération technique et financière, d'institutions bilatérales de coopération et de programmes nationaux participeraient à la coordination des activités en cours et à la définition des stratégies de développement (Annexe F, par. 46);

22. A proposé que la FAO envisage la possibilité de mettre en oeuvre, avec une coordination multi-institutions, des programmes sous-régionaux sur les biotechnologies, en se servant des dispositifs ou réseaux déjà convenus (Annexe F, par. 46);

23. A demandé que, dans le cadre d'une approche interdisciplinaire, la FAO complète l'actuelle base de données sur les biotechnologies végétales au moyen d'informations sur les biotechnologies animales (Annexe F, par. 48).

#### A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

24. A insisté sur la nécessité de transférer les biotechnologies de pointe élaborées dans les pays développés et de les adapter aux conditions des différents pays de la région, de promouvoir la formation professionnelle et la coopération technique horizontale, et de trouver des financements selon une approche différenciée tenant compte des besoins de chaque pays (Annexe F, par. 44).

#### Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région

##### A l'attention des gouvernements

La Conférence:

25. S'est déclarée préoccupée de l'augmentation de la pauvreté et de la malnutrition, spécialement dans les zones rurales de la plupart des Etats Membres de la région, progression que le processus d'ajustement économique n'a fait qu'accentuer et qui montre bien la nécessité d'établir une liaison efficace entre l'agriculture et l'agro-industrie pour stimuler le développement (par. 24);

26. A souligné qu'il importe de participer à la Conférence internationale sur la nutrition, qui préparera une Déclaration mondiale et un Plan d'action au moyen desquels les Etats Membres s'engageront à combattre la faim et la malnutrition (par. 24);

27. A suggéré que les Etats Membres de la région arrêtent une stratégie commune pour s'attaquer aux problèmes qui ont une incidence sur le commerce international des produits agricoles (par. 25);

28. A demandé que les Négociations de l'Uruguay Round du GATT aboutissent rapidement à un résultat positif, encore que certaines délégations se soient déclarées pessimistes à cet égard (par. 26);

29. A signalé la nécessité pour les Etats Membres de la région de coopérer davantage afin que les différences de traitement qui caractérisent des secteurs déterminés du marché extérieur des produits agricoles soient réglées de manière constructive (par. 30);

30. A noté que, compte tenu des nouvelles exigences de qualité et de productivité et des progrès rapides faits dans les pays développés en matière de biotechnologie, il est indispensable que les pays unissent leurs efforts pour maintenir et accélérer le développement régional intégré (par. 33).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

31. A mis au premier plan la nécessité pour les institutions spécialisées, et particulièrement la FAO, de coopérer aux efforts exercés par les pays pour moderniser et diversifier leurs bases de production et les adapter ainsi au nouvel environnement commercial (par. 30);

32. A mentionné les avantages qui résulteraient d'une augmentation des fonds disponibles pour renforcer les mécanismes et les activités du Programme de coopération technique de la FAO et de ses réseaux de coopération technique (par. 37).

A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

33. A pris note de l'offre faite par une délégation de fournir une assistance infrastructurelle pour l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes et de projets sur la normalisation et le contrôle des produits alimentaires, l'éducation des consommateurs, la formation de personnel et les biotechnologies (par. 34);

34. A indiqué qu'il est urgent d'entreprendre ou de poursuivre les efforts de coopération centrés sur la conservation de l'environnement et l'utilisation sans danger des produits agro-chimiques, dans le cadre du programme "Action 21" de la CNUED et de la Convention sur la diversité biologique (par. 35).

Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1990-1991

A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

35. A exprimé sa satisfaction pour le travail accompli par la FAO et s'est félicitée des activités du Bureau régional (par. 45);

36. A souscrit au Plan à moyen terme 1994-99 et a déclaré que le Plan d'action adopté à la vingtième Conférence régionale conserve toute sa valeur en tant que cadre politique du développement agricole et rural de la région (par. 45).

Date et lieu de la vingt-troisième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

A l'attention des gouvernements et de la FAO

La Conférence:

37. A pris note de l'offre de la délégation d'El Salvador d'accueillir la vingt-troisième Conférence régionale qui se tiendra en 1994 et a demandé au Directeur général de décider, en consultation avec le Gouvernement d'El Salvador et les autres Etats Membres de la région, du lieu et de la date de la Conférence (par. 48).

## INTRODUCTION

### Organisation de la Conférence

1. La vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue du 30 septembre au 2 octobre 1992 à Montevideo, Uruguay.
2. Y ont assisté les délégations de 25 Etats membres de la région et des observateurs de pays d'autres régions, de diverses institutions des Nations Unies, d'organismes et institutions régionaux et sous-régionaux et d'organisations non gouvernementales.

### Cérémonie d'ouverture

3. La Conférence a été solennellement ouverte en l'Hôtel de ville de Montevideo, en présence de Son Excellence le Président de la République orientale d'Uruguay, Don Luis Alberto Lacalle; du Ministre de l'élevage, de l'agriculture et des pêches, M. Alvaro Ramos; du Ministre des affaires étrangères par intérim, M. Eduardo Mezzera; du Maire de Montevideo, M. Tabaré Vázquez; des Ministres, Vice-Ministres et Chefs de délégation; des Membres du Corps diplomatique accrédités en Uruguay et des observateurs d'organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales.
4. Le Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a remercié le Gouvernement et le peuple uruguayens de leur généreuse hospitalité et a souligné que la présence du Président de la République témoignait à l'évidence de l'importance que son Gouvernement attache au développement agricole et à la coopération internationale. Il a ensuite invité le Président de la République à prononcer son discours d'ouverture.
5. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants au nom du Gouvernement et du peuple uruguayens, le Président a dit que le monde vivait en ce moment une phase de transformation qui obligeait à mettre de côté les positions politiques et les systèmes idéologiques pour pouvoir s'attaquer concrètement aux problèmes de la planète.
6. Il a fait observer que la libéralisation des échanges engendrerait une richesse accrue tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Il a rappelé que l'Uruguay porte toute son attention sur des produits et des denrées alimentaires sans risque pour le milieu, cela afin de préserver l'environnement et de tirer parti des possibilités du commerce international. Il a aussi demandé que l'on prenne davantage conscience de la valeur des ressources hydriques.
7. Il a affirmé que les points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence - les biotechnologies, le commerce international et les Négociations d'Uruguay - sont importants à la fois pour la région et pour le monde. Il a félicité la FAO d'avoir organisé conjointement avec le Gouvernement du Mexique la Conférence internationale sur la pêche responsable à Cancún, a mentionné les préoccupations de l'Uruguay pour les ressources halieutiques de l'Atlantique Sud et a instamment demandé à la FAO de soutenir les activités visant à leur conservation et à leur utilisation.

8. Le Directeur général a remercié le Président de la République de ses aimables propos, de l'importance qu'il attache aux travaux de la FAO et de ses observations concernant questions complexes qu'affrontent les planificateurs des politiques agricoles dans la région et dans le monde. Le texte intégral de l'allocution du Président de la République figure à l'Annexe D du présent rapport.

#### Election du Président et des Vice-Présidents, et désignation du Rapporteur

9. La Conférence a élu Président, à l'unanimité, M. Alvaro Ramos, Ministre de l'élevage, de l'agriculture et des pêches d'Uruguay. Comme Vice-Présidents, elle a élu à l'unanimité tous les Ministres Chefs de délégation: M. Marcello Regúnaga, Secrétaire à l'agriculture, à l'élevage et aux pêches d'Argentine; M. Harcourt Lewis, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation et des pêches de la Barbade; M. Juan Agustín Figueroa Yávar, Ministre de l'agriculture du Chili; M. Joseph Maynard, Ministre de l'agriculture de la Dominique; M. George Brizan, Ministre de l'agriculture de Grenade; M. Seymour Mullings, Ministre de l'agriculture de la Jamaïque; et M. César Antonio Pereira Burgos, Ministre de l'agriculture de Panama.

10. La Conférence a désigné comme rapporteur M. Samuel Fernández, Conseiller ministériel, Représentant permanent adjoint du Chili auprès de la FAO, qui avait, avec grande compétence, rempli les mêmes fonctions à l'égard du Comité technique.

11. La Conférence a décidé de conserver le Comité de rédaction, composé de l'Argentine, du Honduras, de la Jamaïque et de l'Uruguay, qui avait desservi le Comité technique, les autres délégations étant invitées à y participer librement.

#### Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

12. La Conférence a adopté l'ordre du jour et le calendrier qui constituent l'Annexe A du présent rapport.

#### Allocution du Directeur général

13. Le Directeur général a commencé par faire observer que c'était la quatrième fois que l'Uruguay accueillait une Conférence régionale de la FAO.

14. Il a appelé l'attention sur les importants changements politiques et économiques qui se produisent actuellement dans le monde et auxquels l'Amérique latine et les Caraïbes n'ont pas échappé. Même si la région, a-t-il dit, commence à se relever des pertes économiques et sociales qui ont marqué les années 80, les ajustements économiques et structurels en cours dans les différents pays ont contribué à accroître la pauvreté absolue, notamment en milieu rural.

15. Il s'est déclaré préoccupé par les problèmes qui touchent actuellement le commerce mondial des produits agricoles et que l'on peut imputer à la faiblesse et à l'instabilité des prix des produits de base ainsi qu'au protectionnisme que pratiquent en particulier de nombreux pays industrialisés au grand désavantage des pays de la région. La libéralisation des échanges pourrait être, pour la croissance économique et la prospérité, un stimulant beaucoup plus puissant que l'aide. Les conséquences du Marché unique européen sur les conditions d'accès

préférentiel aux marchés dont bénéficient actuellement les pays ACP sont extrêmement préoccupantes. Il a noté à ce propos que les décisions concernant le commerce de la banane sont d'une importance cruciale pour beaucoup de pays de la région et qu'il faudra faire preuve de beaucoup de bonne volonté et de dynamisme pour parvenir à une solution concrète.

16. Il a aussi appelé l'attention sur la vaste opération d'intégration économique qui se déroule actuellement dans la région et qui a imprimé ces dernières années un élan considérable.

17. Il a souligné que, pour la première fois, l'agriculture figure en bonne place dans les Négociations commerciales multilatérales du GATT, dites de l'Uruguay Round et a rappelé que la FAO participe à ces négociations par l'intermédiaire du Codex Alimentarius et de la Convention internationale sur la protection des végétaux.

18. Il a souligné que les biotechnologies sont l'instrument approprié pour mettre au point de nouveaux modes de production durable, et il a rappelé qu'il faut regrouper les efforts menés dans cette direction au moyen de la création d'un réseau tel que le Réseau de coopération technique sur les biotechnologies végétales (REDBIO) qui formera le noyau d'un échange régional de connaissances et d'expertise.

19. Le Directeur général a mentionné, pour conclure, le rôle joué par la FAO dans la région et les mécanismes de coopération existant actuellement et a répété qu'il compte sur une participation de haut niveau de la région à la Conférence internationale sur la nutrition.

20. Le texte intégral de l'allocution du Directeur général figure à l'Annexe E du présent rapport.

#### Allocution du Président indépendant du Conseil de la FAO

21. Le Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Antoine Saintraint, a remercié le Gouvernement de l'Uruguay d'avoir accueilli la Conférence, qui a bénéficié d'une excellente organisation. Il a souligné que les Conférences régionales jouent un rôle important dans la définition des politiques alimentaires et agricoles et que celles-ci, pour produire des sociétés plus équitables, doivent s'inscrire dans un cadre régional et mondial.

22. Il a insisté aussi sur le fait que, sur le plan des réformes, la FAO a fait un effort spécial pour examiner ses activités sous tous leurs aspects et pour les aligner sur les nécessités du développement mondial, et en particulier du tiers monde. Le résultat de cet examen approfondi a été approuvé par les organes directeurs de la FAO.

## RESUME DES DEBATS

### Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région

23. Les délégations de tous les Etats Membres et divers observateurs sont intervenus au cours du débat général. Ils ont remercié le Gouvernement et le peuple uruguayens de leur accueil et des installations mises à la disposition de la Conférence.

24. La Conférence s'est déclarée préoccupée par l'aggravation de la pauvreté et de la malnutrition, dans la région et spécialement dans les zones rurales de la plupart de ses pays membres, phénomène que le processus d'ajustement économique n'a fait qu'accentuer. Dans ce contexte, le développement agricole et agro-industriel est indispensable pour soulager la misère, réaliser la croissance économique et améliorer la sécurité alimentaire, spécialement au niveau des ménages. Elle a souligné aussi qu'il est important de participer à la Conférence internationale sur la nutrition qui élaborera une Déclaration mondiale et un Plan d'action au moyen desquels les pays membres s'engageront à combattre la faim et la malnutrition.

25. La Conférence s'est déclarée satisfaite de ce que les questions commerciales aient été inscrites à son ordre du jour et s'est félicitée du document soumis à ce sujet par le Secrétariat. Elle a souligné que la présente session se tenait en un moment très critique pour l'économie mondiale, marqué entre autres par un renforcement des mesures protectionnistes, spécialement dans beaucoup de pays développés, par l'apparition de blocs commerciaux qui tendent à exclure les pays en développement, et par des distorsions structurelles du commerce des produits agricoles. Tous ces facteurs aboutissent à une répartition très inéquitable des avantages commerciaux et il a été suggéré que les Etats Membres de la région élaborent une stratégie commune pour traiter de ces problèmes.

26. De nombreuses délégations ont approuvé l'importance attribuée aux négociations menées dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT, concernant la libéralisation de la production agricole et des échanges. Elles se sont toutefois déclarées déçues par le fait que les négociations sont depuis quelques mois au point mort et, malgré le pessimisme exprimé par quelques-unes d'entre elles, ont demandé qu'elles aboutissent le plus rapidement possible. Elles ont mis en relief la contribution que représentent le projet d'Acte final présenté par le Directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, ainsi que les contributions apportées par le groupe Cairns, et en particulier par ses membres latino-américains.

27. Plusieurs délégations ont fait observer que, même si la libéralisation de la production agricole et des échanges est la bienvenue dans l'actuel contexte international et peut contribuer de manière appréciable à stimuler l'économie mondiale, ses avantages ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre et dépendent de la base de production, des ressources naturelles dont chacun est doté et de ses alliances commerciales. Elles ont insisté sur le fait que de nombreux pays profiteront certes de la libéralisation, mais que les profits ne seront pas également partagés et que certains pays pourraient même se trouver désavantagés.



28. Les délégations des Etats insulaires des Caraïbes ont souligné que leurs économies, du fait de leurs particularités, de leur dépendance à l'égard de la production agricole et des droits d'importation préférentiels pratiqués sur les marchés des pays développés, sont extrêmement sensibles aux changements qui se produisent actuellement sur les marchés mondiaux. Elles ont aussi fait observer que la libéralisation de l'agriculture et, par voie de conséquence, la perte potentielle de leur statut préférentiel risquent de rendre plus aigus les problèmes commerciaux que connaissent actuellement leurs pays face à une concurrence accrue de la part d'autres producteurs et à la chute des cours mondiaux. Ces délégations ont particulièrement appelé l'attention sur les préoccupations que leur inspirent d'éventuelles modifications des marchés de la banane et du sucre, ainsi que les retombées de l'évolution du marché communautaire européen.

29. Elle se sont montrées particulièrement préoccupées par les modifications qui ne manqueront pas, sans doute, d'intervenir sur le marché européen de la banane lorsque le Marché unique entrera en vigueur, car les producteurs des Caraïbes ne sont pas en mesure de concurrencer les exportations d'autres producteurs latino-américains dont les systèmes de production sont plus efficaces et les coûts plus bas. Ces délégations ont demandé que le traitement spécial accordé en vertu du Protocole joint en annexe à la Convention de Lomé soit maintenu. Ils ont exprimé des préoccupations analogues pour ce qui concerne le sucre et le rhum.

30. Ces délégations ont pensé aussi que, en raison de leur fragilité économique, il leur serait difficile de s'adapter aux modifications du marché européen. Elles ont mentionné que de gros efforts étaient faits déjà pour moderniser et diversifier leur base de production et les adapter ainsi au nouvel environnement commercial. La Conférence a souligné qu'il faut absolument que les institutions spécialisées, et en particulier la FAO, coopèrent à ces efforts. Elles ont aussi mentionné la nécessité d'une coopération accrue entre les pays membres de la région de manière que les différends actuellement observés à propos de certains de ces marchés soient réglés de manière constructive.

31. Les délégations latino-américaines ont répondu positivement à cet appel à la coopération et se sont déclarées prêtes à examiner la situation et à chercher des solutions équitables et équilibrées aux problèmes. Elles ont préconisé le recours au dialogue et à la coopération pour trouver un terrain d'entente afin de résoudre d'autres différends commerciaux actuels et avoir les moyens de relever, de manière plus coordonnée, les défis que présente l'arrêt des Négociations d'Uruguay.

32. Plusieurs délégations ont fait observer que, compte tenu du contexte socio-économique actuel et de la nécessité d'utiliser plus rationnellement les ressources naturelles, leurs pays devront, s'ils veulent pouvoir relever les défis qui se présentent à eux et affronter avec succès la compétition sur les marchés mondiaux, recourir à des technologies hautement développées, et en particulier aux biotechnologies.

33. Il a été noté que, compte tenu des restrictions que les nouvelles exigences de qualité et de productivité font peser sur l'agriculture et de la rapide avancée des biotechnologies accomplie dans les pays développés, il est indispensable que tous les pays unissent leurs efforts pour préserver et accélérer le développement technologique régional intégré.

34. La Conférence a pris note de l'offre d'une délégation de fournir une assistance en infrastructure en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre des programmes et projets concernant l'alimentation et les biotechnologies mentionnés dans le rapport du Comité technique. Il s'agit notamment de la formulation de normes et de codes d'usages internationalement recommandés pour les importations et exportations de produits alimentaires; de l'élaboration de programmes appropriés et efficaces concernant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires; de l'établissement de normes alimentaires satisfaisantes pour la consommation des ménages, l'hygiène et l'étiquetage ainsi que du contrôle et de la limitation des contaminants alimentaire; de la formation des personnels chargés de l'inspection des produits alimentaires, des laboratoires et de la gestion; de la préparation de matériaux d'information et d'éducation communautaire sur les procédures concernant la qualité et l'innocuité des aliments; de la formation de spécialistes de haut niveau des biotechnologies de pointe et de la gestion et du suivi régional inter-institutions des activités concernant les biotechnologies, et en particulier celles qui touchent au génie génétique et à la biologie moléculaire.

35. Plusieurs délégations ont insisté sur l'importance de la conservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles, ainsi que de la diversité biologique et des biotechnologies qui présentent un avantage comparatif pour le développement régional, et ont indiqué qu'il est urgent d'entreprendre ou de poursuivre des efforts de coopération axés sur la conservation de l'environnement et l'utilisation sans danger des produits agrochimiques, dans le cadre du Programme de la CNUED Action 21 et de la Convention sur la diversité biologique. Elles ont aussi mis en vedette le rôle de chef de file de la FAO, que ce soit pour promouvoir la coopération horizontale, fournir une assistance technique ou acheminer des fonds à ces diverses fins.

36. Compte tenu de son expérience en matière de développement des sciences agricoles et des biotechnologies, une délégation a offert d'accueillir la Consultation sur les biotechnologies agricoles que, dans son rapport, le Comité technique a recommandé de tenir dans la première moitié de 1993.

37. Un certain nombre de délégations ont souligné l'utilité de la coopération horizontale, en particulier celle qui s'exerce dans le cadre des réseaux de coopération technique de la FAO, et ont exprimé l'espoir que des crédits supplémentaires pourraient être dégagés pour en renforcer les mécanismes et les activités. Elles ont aussi reconnu l'efficacité du Programme de coopération technique (PCT) de la FAO et ont mentionné les avantages que l'on pourrait attendre de ce programme si celui-ci bénéficiait de fonds supplémentaires.

38. Le représentant du Programme alimentaire mondial a présenté un rapport sur les activités d'aide alimentaire que le PAM mène dans la région, à l'occasion de projets de développement et d'opérations de secours, en vue de pourvoir aux besoins nutritionnels des populations vulnérables et sans ressources. Il a tout spécialement mentionné le support technique reçu de la FAO à cet effet.

39. Le Directeur général de l'Institut interaméricain pour la coopération en matière d'agriculture (IICA) a souligné que l'ordre du jour de la Conférence prévoyait un débat sur certaines des grandes questions qui

figurent au programme agricole de la région pour les prochaines années, et a indiqué que la collaboration entre la FAO et l'IICA pourrait porter plus spécialement sur ces questions. Il a insisté aussi sur le fait que, dans le nouveau contexte de la globalisation internationale des efforts de coopération, l'on attend beaucoup plus des organisations internationales dans des domaines tels que le développement technologique, le matériel germinatif et les biotechnologies, la libéralisation des échanges, l'élimination de la faim et de la pauvreté, et la modernisation et la réorientation d'une production agricole dans laquelle les petits cultivateurs occuperaient une place importante. A la fin de son allocution, il a offert au Directeur général de la FAO une médaille en argent commémorant le cinquantième anniversaire de son organisation.

#### Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1990-91

40. Le Sous-Directeur général et le Représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, M. Rafael Moreno, a introduit le point relatif aux activités de la FAO dans la région en 1990-91<sup>1</sup> et le document y relatif, qui avait été préparé suivant les instructions données par la Conférence de la FAO à sa vingt-sixième session (Rome, novembre 1991) et les directives fournies par la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Santiago, juillet 1991).

41. Il a rappelé que, malgré ses difficultés budgétaires, la FAO a sensiblement accru les activités qu'elle mène dans la région, en promouvant dans un esprit d'intégration internationale et régionale, une coordination étroite entre le Siège, le Bureau régional, les Représentations dans les pays et d'autres Organisations. Cette coordination efficace a permis d'assurer la couverture géographique de tous les Etats Membres de la région et de traiter des différents thèmes d'intérêt régional et sous-régional.

42. Il a particulièrement mentionné les réunions préparatoires tenues dans la région en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et a insisté sur l'importance de la réunion tenue à la Barbade, qui a été plus spécialement consacrée aux problèmes du développement durable des petits Etats insulaires, ainsi que de celle de Santiago (Chili) dont les conclusions ont été examinées au Sommet de Rio de Janeiro. Il a aussi appelé l'attention sur les réunions préparatoires régionales de la Conférence internationale sur la nutrition qui ont eu lieu à Mexico et à Kingston, au cours desquelles ont été élaborés des déclarations et des plans d'action qui permettront de s'attaquer aux problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition.

43. Il a rappelé que la FAO avait organisé un certain nombre d'activités régionales à l'appui des questions concernant les femmes, les pêches, les forêts, le développement de l'élevage et les biotechnologies. Il a mentionné en particulier la mise en place du réseau de coopération technique à l'appui des femmes rurales; les réunions sous-régionales organisées à l'intention des pays de l'Amérique centrale et du CARICOM concernant la gestion des ressources comprises dans leurs zones économiques exclusives; le premier Congrès latino-américain sur l'aménagement des bassins versants; le soutien fourni à la Commission sur le développement de

---

<sup>1</sup> LARC/92/2; LARC/92/2-Sup.1.

l'élevage et la promotion du développement de l'élevage à petite échelle; et la préparation d'un inventaire régional des laboratoires de biotechnologies végétales.

44. Il a insisté, pour conclure, sur la volonté de la FAO de continuer à répondre aux besoins de la région avec conviction et énergie.

45. La Conférence s'est déclarée satisfaite du travail de la FAO, a félicité le Bureau régional de ses activités et a souscrit au Plan à moyen terme 1994-1999. Elle a déclaré aussi que le Plan d'action adopté à la vingtième Conférence régionale conserve toute sa valeur en tant que cadre politique du développement agricole et rural de la région.

46. Quelques délégations ont demandé à la FAO d'examiner la possibilité de faire participer les pays à la conception et à la programmation des activités régionales de la FAO. Une délégation a demandé que des informations supplémentaires figurent, à l'avenir, dans les documents concernant les activités régionales de la FAO.

47. Le délégué d'un pays membre observateur a souligné la pertinence du document de la FAO et a rappelé que son pays avait fourni une coopération technique aux activités de la FAO sur les ressources génétiques, les biotechnologies, l'homologation et le contrôle des pesticides, les politiques agricoles et le réseau sur les agrumes.

## QUESTIONS DIVERSES

### Représentation de la région au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI)

48. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Représentant régional adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a décrit la structure et les mécanismes de fonctionnement du GCRAI et a insisté sur l'importance que la FAO attache à la recherche agricole.

49. Le Chili a été à l'unanimité élu Représentant de la région au sein du GCRAI, en remplacement du Brésil dont le mandat a pris fin en 1992.

### Date et lieu de la vingt-troisième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes

50. La Conférence a pris note de l'offre de la délégation d'El Salvador d'accueillir la vingt-troisième Conférence régionale qui se tiendra en 1994 et a demandé au Directeur général de décider, en consultation avec les gouvernements d'El Salvador et des autres Etats Membres de la région, du lieu et de la date de la Conférence.

### Adoption du Rapport

51. La Conférence a adopté son rapport, après y avoir apporté les amendements qu'elle a jugé pertinents.

### Clôture de la Conférence

52. La Conférence a remercié son Excellence le Président de la République orientale d'Uruguay d'avoir assisté à la cérémonie d'ouverture. Elle a remercié le peuple et le Gouvernement uruguayens de leur généreuse hospitalité et de l'excellente organisation de la réunion. Elle a dit combien elle avait apprécié l'extrême compétence avec laquelle le Ministre de l'élevage, de l'agriculture et des pêches d'Uruguay avait présidé ses délibérations. La Conférence a remercié aussi le Directeur général de la FAO et le Président indépendant du Conseil de leur participation. Enfin, elle a félicité le Rapporteur, le Comité de rédaction et le Secrétariat de leur excellent travail.

53. Le Président, après avoir remercié les délégations de leur active participation et de la haute tenue intellectuelle des débats techniques, a déclaré close la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes.



ORDRE DU JOUR DU COMITE TECHNIQUE

(28-29 septembre 1992)

I. INTRODUCTION

1. Ouverture du Comité technique
2. Election du Président et des Vice-Présidents du Comité technique et désignation du Comité de rédaction
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. QUESTIONS TECHNIQUES

4. Conséquences pour la région de la création du Marché européen unique, incidences de l'ouverture politique et commerciale de l'Europe de l'Est et résultats des Négociations d'Uruguay
5. Situation et perspectives d'utilisation des biotechnologies modernes en Amérique latine et dans les Caraïbes
6. Innocuité et contrôle des produits alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, et plus particulièrement des aliments vendus sur la voie publique et des autres produits présentant un risque potentiel pour le consommateur et pour le commerce international des denrées alimentaires
7. Représentation de la région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)
8. Questions diverses
9. Approbation du Rapport

ORDRE DU JOUR DE LA PLENIERE

(30 septembre - 2 octobre 1992)

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Président et des Vice-Présidents, et désignation du Rapporteur et du Comité de rédaction
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. ALLOCUTIONS

4. Allocution du Directeur général
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
6. Rapport du Sous-Directeur général et du Représentant régional sur les activités de la FAO dans la région en 1990-91

III. CONCLUSIONS

7. Questions diverses
8. Date et lieu de la vingt-troisième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes
9. Adoption du Rapport (y compris le Rapport du Comité technique)
10. Clôture de la Conférence



LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES

OFFICERS OF THE CONFERENCE  
BUREAU DE LA CONFERENCE  
MESA DE LA CONFERENCIA

Chairman	:
Président	: Alvaro RAMOS TRIGO (Uruguay)
Presidente	:
Vice-Chairmen	: Marcelo REGUNAGA (Argentina)
Vice-Présidents	: Harcourt LEWIS (Barbados)
Vicepresidentes	: Juan Agustín FIGUEROA YAVAR (Chile)
	: Maynard JOSEPH (Dominica)
	: George BRIZAN (Grenada)
	: Seymour MULLINGS (Jamaica)
	: César Antonio PEREIRA BURGOS (Panamá)
Rapporteur	: Samuel FERNANDEZ (Chile)
Relator	
Drafting Committee	: Argentina
Comité de rédaction	: Honduras
Comité de Redacción	: Jamaica
	: Uruguay
Independent Chairman of the FAO Council	:
Président indépendant du Conseil de la FAO	: Antoine SAINTRAINT
Presidente Independiente del Consejo de la FAO	:

OFFICERS OF THE TECHNICAL COMMITTEE  
BUREAU DU COMITE TECHNIQUE  
MESA DEL COMITE TECNICO

Chairman	
Président	: Pedro SARAVIA (Uruguay)
Presidente	
Vice-Chairmen	
Vice-Présidents	: Ruall HARRIS (Barbados)
Vicepresidentes	
Rapporteur	: Samuel FERNANDEZ (Chile)
Relator	

MEMBER NATIONS SERVICED BY THE REGIONAL OFFICE  
PAYS MEMBRES DESSERVIS PAR LE BUREAU REGIONAL  
ESTADOS MIEMBROS ATENDIDOS POR LA OFICINA REGIONAL

ARGENTINA

ARGENTINE

Jefe de Delegación

Marcelo REGUNAGA  
Secretario de Agricultura,  
Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

Carlos BASCO

Director de Economía  
Agraria y Asuntos  
Internacionales, Secretaría de  
Agricultura, Ganadería y Pesca,  
Buenos Aires

Suplentes

Gustavo OLIVERIO  
Subsecretario de Producción  
Agropecuaria y Mercados  
Buenos Aires

Hilda Graciela GABARDINI  
Consejero de Embajada  
Dirección de Negociaciones  
Económicas Multilaterales  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores y Culto  
Buenos Aires

Benito LLAMBI  
Embajador de la República  
Argentina en Uruguay  
Montevideo

Gloria BAEZ  
Coordinadora de Asuntos  
Internacionales  
Secretaría de Agricultura,  
Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

Ileana DI GIOVAN  
Representante Permanente de la  
República Argentina ante la FAO  
Roma

Aldo Luis BIONDOLILLO  
Director del Instituto de Economía  
Sociología Rural, INTA  
Secretaría de Agricultura,  
Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

Mario VERNENGO  
Ministro Plenipotenciario  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores y Culto  
Buenos Aires

Román ROLDAN  
Instituto de Economía y Sociología  
Rural  
Buenos Aires

Bernardo G. CANE  
Presidente del Servicio Nacional  
de Sanidad Animal,  
Secretaría de Agricultura,  
Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

BARBADOS

BARBADE

Carlos LEHMACHER

Presidente del Instituto  
Argentino de Sanidad y Calidad  
Vegetal  
Ministerio de Economía  
Buenos Aires

Head of Delegation

Harcourt LEWIS  
Minister of Agriculture, Food and  
Fisheries  
Bridgetown

Jorge AMAYA  
Vicepresidente INTA  
Buenos Aires

Alternate

Ruall HARRIS  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture, Food and  
Fisheries  
Bridgetown

BOLIVIA

BOLIVIE

Jefe de Delegación

Antonio MARIACA  
Ministro Consejero Encargado de  
Negocios a.i.  
Embajada de Bolivia en Uruguay  
Montevideo

Suplente

Juan Carlos TERRAZAS  
Primer Secretario  
Embajada de Bolivia en Uruguay  
Montevideo

BRAZIL

BRESIL

BRASIL

Head of Delegation

José VIEGAS FILHO  
Ambassador  
Director, Department of  
International Organizations  
Ministry of External Relations  
Brasilia

Alternates

Claudio LYRA  
Assistant to Minister  
Deputy Head of Delegation  
Ministry of External Relations  
Brasilia

Leonilda ALVES CORREA  
First Secretary  
External Relations  
Brasilia

Antonio RICARTE  
Ministry of External Relations  
Brasilia

Nedilson Ricardo JORGE  
Secretary  
Ministry of External Relations  
Brasilia

CHILE

CHILI

Jefe de Delegación

Juan Agustín FIGUEROA YAVAR  
Ministro de Agricultura  
Santiago

Suplentes

Hugo Luciano TRIVELLI FRANZOLINI  
Embajador  
Representante Permanente de Chile  
ante la FAO  
Roma

Samuel FERNANDEZ  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto  
de Chile ante la FAO  
Roma

Víctor ZUÑIGA RODRIGUEZ  
Subdirector Nacional  
Oficina de Estudios y Políticas  
Agrarias (ODEPA)  
Santiago

Antonio BAYAS  
Jefe Departamento de Organismos  
Económicos Internacionales  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Santiago

COLOMBIA

COLOMBIE

Jefe de Delegación

Iván MARULANDA GOMEZ  
Embajador de Colombia ante la FAO  
Roma

Suplentes

Jorge Enrique GARAVITO-DURAN  
Embajador de Colombia en Uruguay  
Montevideo

Gonzalo BULA HOYOS  
Embajador Misión Especial  
Roma

Fabio AVELLA MARTINEZ  
Consejero  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Bogotá

COSTA RICA

Jefe de Delegación

Jaime BOTEY  
Embajador de Costa Rica en Uruguay  
Montevideo

CUBA

Jefe de Delegación

Abilio CARDENAS GARCIA  
Viceministro  
Ministerio de Agricultura  
La Habana

Suplentes

Grafila SOTO CARRERO  
Especialista  
Organismos Económicos  
Internacionales  
La Habana

Enrique GOMEZ SOLER  
Consejero Comercial  
Embajada de Cuba en Uruguay  
Montevideo

DOMINICA

DOMINIQUE

Head of Delegation

Maynard JOSEPH  
Minister of Agriculture  
Roseau

ECUADOR

EQUATEUR

Jefe de Delegación

Ricardo DAVILA ESPINEL  
Subsecretario de Agricultura  
Quito

Suplente

Humberto JIMENEZ  
Encargado de Negocios del Ecuador  
en Uruguay  
Montevideo

Marion VON ZITZEWITZ  
Embajador de El Salvador en  
Uruguay  
Montevideo

Suplente

Roberto CORDERO  
Primer Secretario  
Ministerio de Agricultura  
San Salvador

GRENADA

GRENADE

GRANADA

Head of Delegation

George BRIZAN  
Minister for Agriculture, Trade,  
Industry and Energy  
St. George's

GUATEMALA

Jefe de Delegación

Mario ROSAL  
Embajador de Guatemala en Uruguay  
Montevideo

HONDURAS

Jefe de Delegación

Francisco MATAMOROS  
Viceministro de Recursos Naturales  
Tegucigalpa

Suplentes

Concha Marina RAMIREZ DE LOPEZ  
Representante Permanente de  
Honduras ante la FAO  
Roma

Oscar Armando NUÑEZ SANDOVAL  
Viceministro de Economía  
Tegucigalpa

JAMAICA  
JAMAIQUE

Head of Delegation

Seymour MULLINGS  
Minister of Agriculture  
Kingston

Alternate

Clarence FRANKLIN  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture  
Kingston

MEXICO  
MEXIQUE

Jefe de Delegación

Carlos TORRES MANZO  
Coordinador General  
Comisión Nacional de la  
Alimentación  
Ciudad de México

Suplentes

Elías REYES BRAVO  
Jefe Departamento para Organismos  
Especializados para Naciones  
Unidas  
Secretaría de Agricultura y  
Recursos Hidráulicos  
Ciudad de México

Adolfo TREVIÑO ORDORICA  
Asesor Secretaría de Agricultura y  
Recursos Hidráulicos  
Ciudad de México

NICARAGUA

Jefe de Delegación

Hugo F. CASTILLO RAMIREZ  
Encargado de Negocios en Uruguay  
Montevideo

PANAMA

Jefe de Delegación

César Antonio PEREIRA BURGOS  
Ministro de Agricultura  
Ciudad de Panamá

Suplente

Luis ABRAHAMS  
Embajador de Panamá en Uruguay  
Montevideo

PARAGUAY

Jefe de Delegación

Benito PEREIRA SAGUIER  
Embajador de la República de  
Paraguay en Uruguay  
Montevideo

Suplentes

Gustavo A. OCAMPOS GONZALEZ  
Primer Secretario  
Embajada del Paraguay en Uruguay  
Montevideo

Gustavo GOMEZ COMAS  
Adicto Embajada  
Embajada del Paraguay en Uruguay  
Montevideo

PERU  
PEROU

Jefe de Delegación

José Carlos DAVILA PESSAGNO  
Representante Alterno del Perú  
ante ALADI  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Lima

Suplentes

Pablo CISNEROS  
Tercer Secretario  
Embajada del Perú en Uruguay  
Montevideo

Mercedes ALAYO NIETO  
Agregada Civil  
Representación Permanente del Perú  
ante ALADI  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Lima

DOMINICAN REPUBLIC  
REPUBLIQUE DOMINICAINE  
REPUBLICA DOMINICANA

Jefe de Delegación

Yolanda MORILLO DE ACOSTA Y LARA  
Ministro Consejero  
Encargada de los Asuntos  
Consulares de la República  
Dominicana en Uruguay  
Montevideo

Suplente

María Elena SANZ LAJARA  
Consejero  
Embajada de la República  
Dominicana en Uruguay  
Montevideo

SURINAME

Head of Delegation

George D. SOERJOESING  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture, Animal  
Husbandry and Fisheries  
Paramaribo

TRINIDAD AND TOBAGO

TRINITE-ET-TOBAGO

TRINIDAD Y TABAGO

Head of Delegation

Winston RUDDER  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture, Land and  
Marine Resources  
Port of Spain

URUGUAY

Jefe de Delegación

Alvaro RAMOS TRIGO  
Ministro de Ganadería, Agricultura  
y Pesca  
Montevideo

Suplentes

Pedro SARAIVIA  
Subsecretario  
Ministerio de Ganadería,  
Agricultura y Pesca  
Montevideo

Julio César LUPINACCI  
Representante Permanente de  
Uruguay ante la FAO  
Roma

Guillermo VALLES  
Director General de Asuntos  
Económicos  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Montevideo

Julio I. PREVE  
Director de Programación y  
Política Agropecuaria  
Ministerio de Ganadería,  
Agricultura y Pesca  
Montevideo

Gonzalo CIBILS  
Director General de Servicios  
Agronómicos  
Montevideo

Roberto CAL J.  
Director General de Recursos  
Naturales Renovables  
Montevideo

Juan E. ORIBE STEMMER  
Director General del Instituto  
Nacional de Pesca  
Montevideo

Juan C. JORGE HIRIART  
Coordinador  
Unidad de Proyectos y Cooperación  
Técnica  
Ministerio de Ganadería,  
Agricultura y Pesca  
Montevideo

Elbio ROSSELLI  
Director de Organismos Económicos  
Internacionales  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Montevideo

Graziella DUBRA  
Representante Permanente Alterno  
ante la FAO  
Roma

Rossanna María RUBIÑOS VELAZQUEZ  
Segunda Secretaria  
Ministerio de Relaciones  
Exteriores  
Montevideo

VENEZUELA

Jefe de Delegación

Alberto José MESTAS  
Director de Relaciones  
Internacionales  
Ministerio de Agricultura y Cría  
Caracas

MEMBER ORGANIZATION  
ORGANISATION MEMBRE  
ORGANIZACION MIEMBRO

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY (EEC)  
COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (CEE)  
COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA (CEE)

José Félix MERLADET  
First Secretary  
Delegation of the Commission of  
the European Communities  
Montevideo

ASSOCIATE MEMBER/MEMBRE ASSOCIE/MIEMBRO ASOCIADO

PUERTO RICO  
PORTO RICO

Jefe de Delegación

Nelson Luis BAYRON  
Secretario Auxiliar de Pesca  
Ministerio de Agricultura  
San Juan



OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT SERVICED BY THE REGIONAL OFFICE  
OBSERVATEURS DES ETATS MEMBRES QUI NE SONT PAS DESSERVIS PAR LE  
BUREAU REGIONAL  
OBSERVADORES DE ESTADOS MIEMBROS QUE NO SON ATENDIDOS POR LA  
OFICINA REGIONAL

AUSTRALIA

AUSTRALIE

Richard Hugh WYNDHAM  
Ambassador of Australia  
Buenos Aires

Marcelo SCAVUZZO  
Consul  
Ministry of Foreign Affairs  
Sydney

SPAIN

ESPAGNE

ESPAÑA

Fernando MIRANDA DE LARRA  
Consejero de Agricultura, Pesca y Alimentación  
Embajada de España  
Buenos Aires y Montevideo

UNITED STATES OF AMERICA

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA

Harry C. MUSSMAN  
USDA Representative to FAO  
Embassy of the United States of America  
Rome

E. Wayne DENNEY  
International Relations Adviser  
Office of International Cooperation and Development  
US Department of Agriculture  
Washington, D.C.

FRANCE

FRANCIA

Bertrand BONCORPS  
Attaché commercial  
Ambassade de France  
Montevideo

Nicolás PORTOLLEAU  
Attaché scientifique  
Ambassade de France  
Montevideo

ITALY  
ITALIE  
ITALIA

Gian Luigi VALENZA  
Représentant Permanent de l'Italie auprès de la FAO  
Rome

NETHERLANDS  
PAYS-BAS  
PAISES BAJOS

Frederik C. PRILLEVITZ  
Permanent Representative of the Netherlands to FAO  
Rome

Herman VAN WISSEN  
Agricultural Counsellor  
Embassy of the Kingdom of the Netherlands  
Brasilia

SWITZERLAND  
SUISSE  
SUIZA

Rudolf DE POURTALES  
Représentant Permanent de la Suisse auprès de la FAO  
Rome

HOLY SEE  
SAINT-SIEGE  
SANTA SEDE

Rev. Joseph MARINO  
Observer for Apostolic Nuncio  
Montevideo

Germán VILLAR EASTMAN  
Observer for Apostolic Nuncio  
Montevideo

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES  
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES  
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)  
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)  
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS (PMA)

Domingos A. DONIDA  
Regional Director for Latin America and the Caribbean

UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC  
AND CULTURAL ORGANIZATION (Unesco)  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE (Unesco)  
ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA  
LA EDUCACION, LA CIENCIA Y LA CULTURA (UNESCO)

Enrique Martin DEL CAMPO  
Director of ORCYT

WORLD HEALTH ORGANIZATION (WHO)/  
PAN-AMERICAN HEALTH ORGANIZATION (PAHO)  
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS)/  
ORGANISATION PANAMERICAINE DE LA SANTE (OPS)  
ORGANIZACION MUNDIAL DE LA SALUD (OMS)/  
ORGANIZACION PANAMERICANA DE LA SALUD (OPS)

Paulo Auge DE MELLO  
Office in Brazil

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL  
DEVELOPMENT (IFAD)  
FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT  
AGRICOLE (FIDA)  
FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO  
AGRICOLA (FIDA)

Pedro Enrique MURGUIA OROPEZA  
Project Controller  
Latin American Division

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

BOARD OF THE CARTAGENA AGREEMENT  
CONSEIL DE L'ACCORD DE CARTAGENE  
JUNTA DEL ACUERDO DE CARTAGENA (JUNAC)

Luis J. PAZ SILVA  
Head of Agriculture Department

INTERAMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION IN AGRICULTURE  
INSTITUT INTERAMERICAIN DE COOPERATION POUR L'AGRICULTURE  
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION PARA LA AGRICULTURA (IICA)

Martín PIÑEIRO  
Director General

Jorge WERTHEIN  
Director of External Relations

Arnaldo VERAS  
IICA Representative in Uruguay

Carlos GARRAMON  
Trade and Integration Project Coordinator

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE (IDRC)  
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DEVELOPPMENT INTERNATIONAL (CRDI)  
CENTRO INTERNACIONAL DE INVESTIGACIONES EN DESARROLLO (CIID)

Carlos SERE RABE  
Consultant

Hugo LI PUN  
Associate Director

INTERNATIONAL OFFICE OF EPIZOOTICS (IOE)  
OFFICE INTERNATIONAL DES EPIZOOTIES (OIE)  
OFICINA INTERNACIONAL DE EPIZOOTIAS (OIE)

Carlos CORREA MESSUTI

LATIN AMERICAN ECONOMIC SYSTEM (LAES)  
SYSTEME ECONOMIQUE LATINO-AMERICAIN (SELA)  
SISTEMA ECONOMICO LATINOAMERICANO (SELA)

Víctor PROCHNIK  
Director of Development

ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS)  
ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (OEA)  
ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS (OEI)

Julia GABEL  
OAS Director in Uruguay

Jorge RUCKS  
OAS Project Director

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

LATIN AMERICAN ASSOCIATION OF DEVELOPMENT  
FINANCING INSTITUTIONS (ALIDE)  
ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE D'INSTITUTIONS  
POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT (ALIDE)  
ASOCIACION LATINOAMERICANA DE INSTITUCIONES  
FINANCIERAS DE DESARROLLO (ALIDE)

Walter Hugo PAGES  
Representative

WORLD CONFEDERATION OF LABOUR (WCL)  
CONFEDERATION MONDIALE DU TRAVAIL (CMT)  
CONFEDERACION MUNDIAL DE TRABAJADORES (CMT)

Rubén Omar VILLAYERDE OBELAR  
Representative

CONFERENCE SECRETARIAT  
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE  
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA

Conference Secretary	G. ROCA
Conference Officer	E. GONZALEZ-REGUEIRA
Reports Officer	C. MORON
Press Officer	G. ROJAS

FAO STAFF  
FONCTIONNAIRES DE LA FAO  
FUNCIONARIOS DE LA FAO

Edouard SAOUMA	Director-General
Rafael MORENO	Assistant Director-General Regional Representative for Latin America and the Caribbean
John R. LUPIEN	Director Food Policy and Nutrition Division
R.J. PERKINS	Director Commodities and Trade Division
Severino DE MELO ARAUJO	Deputy Regional Representative for Latin America and the Caribbean
Rodrigo SANTA CRUZ	Director Joint ECLA/FAO Agriculture Division
Tomás LOPEZ	Chief Regional Bureau for Latin America and the Caribbean Development Department
Juan IZQUIERDO	Regional Plant Production Officer
Eduardo SANTOS	RLAC Consultant





LISTE DES DOCUMENTS

LARC/92/1	Ordre du jour provisoire annoté
LARC/92/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la région, 1990-91
LARC/92/2-Corr.1	Rectificatif au document LARC/92/2
LARC/92/2-Sup.1	Plan à moyen terme, 1994-99: aspects régionaux
LARC/92/3	Conséquences pour la région de la création du marché européen unique en 1992, incidence de l'ouverture politique et commerciale de l'Europe de l'Est et résultat des Négociations d'Uruguay
LARC/92/3-Corr.1	Rectificatif au document LARC/92/3
LARC/92/4	Analyse de la situation des biotechnologies dans la région et des possibilités offertes par leur utilisation
LARC/92/5	Innocuité et contrôle des produits alimentaires en Amérique latine et aux Caraïbes, et plus particulièrement des aliments vendus sur la voie publique et des autres produits présentant un risque potentiel pour le consommateur et pour le commerce international des denrées alimentaires
LARC/92/6	Représentation de la région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

Série INF

LARC/92/INF/1	Note d'information
LARC/92/INF/2	Calendrier provisoire
LARC/92/INF/3	Liste provisoire des documents
LARC/92/INF/4	Préparatifs de la CIN - Mise à jour
LARC/92/INF/5	Suite donnée aux principales recommandations de la vingt et unième Conférence pour l'Amérique latine et les Caraïbes
LARC/92/INF/6	Allocution du Directeur général
LARC/92/INF/7	Quatrième Conférence technique internationale pour la conservation et l'utilisation des ressources phytogénétiques - Note d'information



ALLOCUTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ORIENTALE D'URUGUAY,  
M. LUIS ALBERTO LACALLE

Monsieur le Directeur général de la FAO,  
Monsieur le Président du Conseil,  
Monsieur le Ministre des affaires étrangères,  
Monsieur le Ministre de l'élevage, de l'agriculture et des pêches,  
Monsieur le Maire,  
Messieurs les délégués,

Le Gouvernement de la République ouvre aujourd'hui ses portes, c'est-à-dire les portes du pays, à cette réunion qui se tient en un moment où le monde entier, en proie à de considérables bouleversements, remet en question certains aspects fondamentaux de la manière dont il vit. Je dirai, contrairement à ce qui a été proclamé, que nous ne nous trouvons pas en présence d'un nouvel ordre mondial mais que nous sommes en train de passer par un gigantesque processus de réorganisation. Et, croyez-moi, cela va bien au-delà des conflits spectaculaires qui remplissent nos quotidiens, s'affichent à la télévision et traversent les ondes tous les jours, conflits qui nous heurtent si douloureusement en tant qu'êtres humains et qui sont si contraires à l'esprit de fraternité auquel le monde aspire. Peut-être y a-t-il sous ce désordre - ou sous ce processus d'organisation qui n'est certainement pas un ordre car l'ordre en est absent - des problèmes d'ontologie. Ces interrogations fondamentales, certains se les adressent à eux-mêmes. Je ne parle pas seulement de ceux qui sont au gouvernement et qui, par nécessité professionnelle, sont dûment informés et armés, ni des politologues, ni des intellectuels, mais aussi du citoyen ordinaire qui, grâce à la rapide circulation des nouvelles par les moyens de communication de masse, se demandent: est-ce que cela est réellement possible? Est-ce que la situation va encore empirer par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui à Sarajevo et au Moyen-Orient? Verra-t-on pire que les conflits raciaux et commerciaux qui surgissent en ce moment dans de nombreux pays? Est-ce que vraiment nous devons vivre dans un monde où trois personnes sur quatre vont se coucher la faim au ventre et où, plus dramatiquement encore, le quatrième se demande s'il ne devrait pas se mettre au régime? Cela veut dire, mes amis, que notre monde, le monde qui nous a été confié et sur lequel nous exerçons tous de quelque manière une influence, ce monde est le lieu de terribles conflits. De grands progrès ont été faits - ce pourquoi nous ne devons pas voir sous un jour exagérément pessimiste ou apocalyptique l'avenir de la planète - mais il est indéniable que l'envers de ces progrès n'est souvent pas bien reluisant. Peut-être pour que nous n'oublions pas que le monde reste ce qu'il est, que la nature humaine, depuis qu'elle a connu la première tentation, a toujours été combattue et le sera toujours entre le bien et le mal. C'est peut-être pour cela que nous nous trouvons confrontés à des problèmes qui auraient stupéfié, choqué et épouvanté non seulement nos grands-parents mais même nos propres parents.

Une réunion qui rassemble les responsables des politiques concernant l'alimentation, l'agriculture et les ressources humaines ne peut manquer d'être un événement important, mais à la seule condition que nous laissions de côté les idéologies qui ont provoqué tant de ravages et que nous nous attachions à la suprême vertu du politicien, qui est d'être pragmatique et concret. Cela, bien sûr, ne veut pas dire que nous renonçons à notre

échelle de valeurs dont le rôle est un peu celui de la quille d'un bateau qui, même si on ne la voit pas, le maintient dans sa course. Mais il n'est pas douteux - et les événements parlent clairement - que nous devons mettre de côté les parti pris idéologiques qui pourraient conditionner la recherche des solutions. Nous savons que le fait de produire des aliments résoudra en partie le problème alimentaire dans le monde; alors, pourquoi faut-il se heurter tout de suite à des barrières tarifaires et non tarifaires, puis à des obstacles logistiques et enfin à des problèmes politiques d'ordre local? Pourquoi devons-nous prendre en compte telles ou telles implications politiques avant de décider si nous allons nourrir les uns et abandonner les autres à la famine? Si nous laissons de telles considérations entrer en ligne de compte alors, inconsciemment, et parfois même consciemment, nous sommes coupables et nous pêchons contre la vie.

Voilà le contexte international dans lequel vous allez aborder un grand nombre de questions qui présentent le plus haut intérêt pour mon pays, notre pays. C'est un pays qui non seulement s'est de tout temps consacré à la production alimentaire mais qui aussi, malgré ses petites dimensions, a toujours pris une part active aux grandes entreprises de l'humanité et qui a donné le jour à des hommes qui se sont mobilisés et se sont attelés à cette tâche que nous entendons poursuivre, à savoir contribuer, avec notre peuple, avec notre talent et avec nos compétences, à répandre la paix entre les nations afin de pouvoir nous retrouver tous un jour parmi les bienheureux dont parle le Sermon sur la montagne.

Vous allez évoquer les biotechnologies et divers aspects du commerce international. Autant de questions, croyez m'en, qui nous concernent au plus haut point. Sous la conduite de notre grand compatriote, Enrique Iglesias, notre pays a été le promoteur de l'Uruguay Round qui, s'il n'est pas tout à fait moribond, n'a certainement pas toute la vitalité qu'il devrait avoir. Nombre de ses principaux intervenants sont empêchés de prendre des décisions et ne parviennent pas, pour des considérations d'ordre économique, électoral et conjoncturel, à oeuvrer pour que ces négociations soient couronnées de succès.

Et pourtant, la catastrophique récession qui maintenant s'installe en Europe, aux Etats-Unis et en Extrême-Orient, montre à l'évidence que la reprise n'est pas une affaire strictement nationale. Le monde est aujourd'hui si étroitement interdépendant que les mesures conçues pour abaisser les taux d'intérêt, détendre ou resserrer le crédit, voire distribuer des subventions ne produisent aucun effet, même sur les économies les plus fortes. L'interdépendance est si rigoureuse et le flux de capitaux et d'information - qui sont des formes de pouvoir - est si tumultueux qu'aucun pays n'est à l'abri des perturbations économiques. Pourtant, si paradoxal que cela puisse paraître, nous avons à portée de main le seul moyen viable de rétablissement, et ce moyen c'est une libéralisation générale des échanges. Voilà quelque chose que l'entrepreneur de tout pays quel qu'il soit, le producteur, le cultivateur, l'éleveur, le pêcheur ou l'industriel où qu'il soit dans le monde comprennent facilement, car tous ces gens-là savent qu'un commerce actif engendre une prospérité accrue. C'est l'unique clé de la reprise, même pour les économies des pays développés. Pourtant ceux-ci adoptent des positions que, bien sûr, nous pouvons comprendre (les temps sont difficiles...) mais qui parfois les empêchent de voir un peu plus loin que le bout de leur nez et de se rendre compte qu'un accroissement des échanges d'un trillion de dollars est la solution qui sauvera l'économie mondiale. Il est inutile que les banques centrales manipulent leurs taux d'intérêt ou recourent à des mesures qui étaient valables il y a vingt ans, pour ranimer les économies

d'aujourd'hui dont la force, mais aussi parfois la vulnérabilité, réside dans leur interdépendance. C'est pourquoi des pays comme le nôtre, qui ont abaissé leurs droits de douanes, ouvert leurs marchés, écouté les puissants oracles internationaux, ont demandé des instructions sur ce qu'il convenait de faire. Et après avoir suivi ces instructions, nous nous sommes demandés où étaient les investissements et si beaucoup de ces grands pays pratiquent en fait ce qu'ils prêchent. En d'autres termes, nous vivons dans un monde plein de paradoxes et de contradictions apparemment insolubles.

Vous allez examiner des questions qui ont un rapport avec tout ce que je viens de dire ou qui, du moins, serviront de tremplin à nos imaginations. Les efforts de notre pays en matière de production agricole tournent autour de deux ou trois idées, dont l'une consiste à lancer les produits uruguayens sous le slogan "L'Uruguay joue la carte de la nature". Nous jouissons à cet égard d'un avantage comparatif dont nous entendons nous prévaloir et que nous ferons connaître dans le monde entier. Nous exportons déjà à des prix plus élevés parce que nous vendons des produits sains et salubres, non seulement pour le consommateur mais pour l'environnement en ce sens que nous ne perturbons pas la chaîne biologique avec des produits créés en accélérant artificiellement les processus biologiques. J'irai même jusqu'à dire que notre but est de faire comprendre aux gens que la véritable noblesse d'un produit vient de ce qu'il respecte les cycles de la nature. L'Uruguay joue la carte de la nature qu'il s'agisse de ses viandes, ou de ses cultures et cette politique, même s'il ne s'agit pas bien sûr d'une nouveauté, porte déjà ses premiers fruits. Simplement, du moment que le monde s'intéresse davantage à des produits naturels et recherche ce qui est bon ou ce qui est mieux, de nouveaux débouchés commerciaux s'ouvriront à nous.

Notre pays a reçu de la Divine Providence une géographie agréable; il est parcouru par des milliers de cours d'eau et de rivières et repose sur l'un des plus grands aquifères du monde, mais il n'a pas encore compris la vraie valeur de l'eau. Avec le Ministre de l'élevage, nous nous efforçons de remédier à cette incompréhension, qui est plus culturelle que technique.

Nous avons eu ce matin, le Directeur général et moi-même, une conversation qui a été - pour moi du moins - très instructive et riche d'enseignements. Nous lui avons dit que la question n'est pas de savoir comment utiliser l'eau: nous avons l'irrigation goutte-à-goutte; nous savons, grâce à notre riziculture, comment irriguer de vastes superficies, nous pratiquons l'irrigation par gravité; nous avons l'eau à portée de main et elle coule en abondance dans nos fleuves et nos rivières. Mais là, comme dans bien d'autres domaines, nous nous heurtons à un blocage psychologique; les agriculteurs n'arrivent pas à réaliser que l'eau sera demain leur principal atout - non seulement pour prévenir une sécheresse, ce fléau biblique qui frappe cette partie du monde de temps à autre, mais aussi parce qu'elle représente un avantage comparatif. Je veux parler de l'eau qui est là quand nous en avons besoin pour accompagner le cycle végétatif des semences et des cultures. L'eau est un élément vital et nous devons faire une fois de plus un effort d'éducation, de formation; nous devons bousculer des barrières culturelles et faire entrer cette notion dans notre conception générale de l'agriculture.

Nous nous félicitons, Monsieur le Directeur général, des résultats de la Conférence sur les pêches qui s'est tenue au Mexique; elle a mieux fait prendre conscience de ce qu'est cette ressource et elle nous a montré à quel point la conscience internationale a évolué à cet égard. Il ne

s'agit plus de savoir comment pêcher, où trouver du poisson ou comment augmenter les captures, mais de nous rendre compte que les ressources de la planète ne sont pas infinies mais limitées. En ce vingtième siècle, un saut de qualité a été fait et l'humanité a réalisé qu'il existe des limites physiques et quantitatives à l'exploitation des ressources naturelles du globe.

Une de nos préoccupations, Monsieur le Président indépendant du Conseil, Monsieur le Directeur général - j'en ai déjà parlé car il ne s'agit pas d'une idée nouvelle et je pense que la plupart de mes homologues uruguayens la partagent - est la conservation des ressources de la mer. Nous sommes inquiets pour les grands fonds de pêche situés dans les eaux internationales de l'Atlantique Sud, l'une des plus grandes réserves de biomasse héritées par l'humanité et que nous exploitons nous aussi quand elle se trouve dans nos propres eaux. Leur protection nous préoccupe et s'il est une organisation capable de sensibiliser l'opinion à l'égard de cette question, c'est bien celle que vous dirigez et qui a, parmi ses objectifs fondamentaux, la conservation des ressources. Nous avons, dans ces énormes étendues d'eau, les moyens de nourrir des milliers et des millions de personnes. En fait, ceux d'entre nous qui aiment la mer savent et sont convaincus que c'est peut-être là que se trouve, plus que partout ailleurs, la possibilité de nourrir la population mondiale. Mais ces ressources, qui n'appartiennent à personne et cependant à tout le monde, doivent être tout spécialement protégées.

Je suis donc convaincu, Messieurs les délégués, que les points inscrits à votre ordre du jour, que les questions que j'ai soulevées et que toutes celles qui pourront se présenter au cours de votre réunion ont leur pertinence et leur importance en un moment où pratiquement tout est matière à disputes et chicanes. La vie sera le sujet même de vos délibérations, et la vie a la priorité absolue. Sans le respect de la vie, nous allons causer des dommages irréparables à la valeur culturelle la plus importante de l'humanité. L'homme ne vit pas seulement de pain, mais il lui faut du pain pour avoir la foi et pour écouter la parole de Dieu. Que chacun de nous, au niveau de responsabilité qui est le sien, s'efforce donc de veiller à ce que, chaque soir, quelqu'un ait un peu moins faim et, par conséquent, envisage l'avenir avec un tout petit peu plus d'espoir.

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GENERAL

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Messieurs les délégués et observateurs,  
Mesdames, Messieurs,

C'est la quatrième fois que le Gouvernement uruguayen accueille si généreusement la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est un grand plaisir d'être dans cette ville magnifique de Montevideo, dont les habitants nous reçoivent avec tant de cordialité. Nous sommes ravis, en vérité, de pouvoir apprécier encore une fois la splendeur naturelle de ce beau pays et l'esprit qui a inspiré sa culture et nourri sa démocratie.

En notre nom à tous, je remercie sincèrement le Gouvernement uruguayen de sa merveilleuse hospitalité.

Situation actuelle

Cette année est celle du 500<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. Il s'est passé tant de choses depuis cette rencontre entre l'Europe et les Amériques, qui ont apporté de vastes et profonds changements dans le monde, et notamment sur ce continent.

A l'approche du troisième millénaire, l'histoire semble s'être soudainement accélérée. Les vents du changement soufflent sur la planète, balayant des systèmes politiques et économiques qui ont régi la vie de centaines de millions de personnes pendant si longtemps. Le monde, semble-t-il, est prêt à embrasser de nouvelles idées et à adopter de nouveaux systèmes.

L'Amérique latine et les Caraïbes n'ont pas échappé à ces changements historiques. Pour la première fois depuis leur accession à l'indépendance, au début du 19<sup>e</sup> siècle, la plupart des pays de la région ont désormais des systèmes démocratiques de gouvernement. Le rôle et les pouvoirs des gouvernements sont redéfinis. De plus en plus, ce processus témoigne d'une nouvelle réflexion sur les stratégies de développement et les politiques commerciales et du renforcement de la solidarité au sein de la région et avec le reste du monde.

La région commence seulement à émerger de la "décennie perdue" des années 80, qui a infligé de lourdes pertes économiques et sociales, en particulier aux déshérités et aux pauvres. La tendance semble s'inverser, même si la reprise est lente. Beaucoup de vos pays ont accompli des progrès pour ce qui est de rétablir l'équilibre général de leur économie, réduire l'inflation, attirer les investissements extérieurs et renforcer leur compétitivité sur les marchés mondiaux. La production agricole a accusé une légère hausse en 1991, conformément à la tendance générale des dernières années.

Mais, malgré ces progrès, la production moyenne par habitant est encore la même qu'il y a quinze ans. De graves problèmes sociaux et économiques persistent, et il serait souhaitable que le taux de croissance démographique diminue encore. L'exode rural a privé l'agriculture d'une partie de sa main-d'oeuvre et modifié la structure de la demande alimentaire. Dans plusieurs pays, la dégradation de la qualité de vie des populations rurales est un frein au progrès. Enfin, les ajustements structurels dans les différents pays ont contribué à accroître la pauvreté absolue, notamment en milieu rural.

#### Le problème de la dette extérieure

Malgré les initiatives déjà prises, l'endettement demeure un problème majeur. Si la dette extérieure totale de la région est en léger déclin, le poids du service de la dette a augmenté en 1991, compte tenu notamment du ralentissement du commerce mondial, de la stagnation des recettes d'exportation et de l'accroissement des remboursements. Le ratio du service de la dette aux exportations est passé de 26 pour cent en 1990 à 30 pour cent en 1991. Or, à moins de réduire ce fardeau, on ne peut guère espérer stimuler les investissements en faveur de la croissance économique et du développement social.

#### Amélioration des échanges régionaux et de l'intégration économique

Dans le même temps, le rythme de l'intégration économique régionale s'est accéléré. Les membres du Groupe andin et de la Communauté des Caraïbes sont convenus de créer des marchés communs d'ici 1993. L'Argentine, le Brésil, le Paraguay et notre hôte l'Uruguay ont conclu en mars dernier un accord établissant le MERCOSUR, qui débouchera sur un véritable marché commun d'ici 1994. Récemment, le Mexique et les cinq républiques d'Amérique centrale ont signé un accord-cadre prévoyant l'instauration du libre-échange d'ici 1996.

D'autres pays de l'hémisphère mettent au point des accords en matière de commerce et d'investissements. La conclusion récente de négociations entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada devrait conduire au cours des 15 prochaines années à l'établissement, en Amérique du Nord, d'une zone de libre-échange intéressant 360 millions de personnes, c'est-à-dire une population beaucoup plus importante que celle de tout autre marché du monde industrialisé, y compris la CEE. Il est intéressant de constater que l'Accord portant création de cette zone de libre-échange prévoit l'adhésion d'autres pays. D'ailleurs, les Etats-Unis ont annoncé, dans le cadre de Enterprise for the Americas Initiative, leur projet de constituer une zone de libre-échange s'étendant à tout l'hémisphère.

Cette évolution laisse entrevoir la création d'une zone de libre-échange à l'échelle du continent, s'étendant de l'Alaska à la Terre de feu.

#### Importance de l'environnement commercial international

Comme plus de 85 pour cent des exportations et 90 pour cent des exportations agricoles sont destinées à des pays extérieurs à la région, les perspectives économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes sont étroitement liées à l'évolution des marchés mondiaux. Il est donc assez préoccupant de constater que beaucoup des problèmes auxquels se heurte le



commerce agricole mondial se sont en fait aggravés depuis les années 80, à cause de la faiblesse et de l'instabilité des prix des produits ainsi que du protectionnisme appliqué notamment par de nombreux pays industrialisés.

#### Faiblesse des prix des produits

La demande de produits exportés par la région est restée faible, en raison essentiellement du taux de croissance peu élevé des économies des pays développés. Les prix des produits sont restés généralement déprimés et les termes de l'échange se sont détériorés. En chiffres réels, les prix à l'exportation de produits agricoles de base, comme le café et le sucre, ne représentent plus que le tiers de leur valeur de 1980. L'instabilité de ces prix ajoute au désarroi des producteurs. La part de la région dans les exportations agricoles mondiales a également diminué depuis 1980. En fait, le pouvoir d'achat de ses exportations agricoles est inférieur actuellement à ce qu'il était il y a 10 ans, et le lien entre la faiblesse des cours des produits et le commerce illégal de stupéfiants ne saurait être ignoré plus longtemps.

En réalité, les pays en développement n'ont aucun intérêt à accroître leur production s'ils ne peuvent pas tirer un profit raisonnable de leurs exportations. Or, les accords internationaux traditionnels de produits, avec leurs dispositions concernant les prix et les stocks, semblent perdre leur attrait. Il est donc logique que ces pays cherchent de nouvelles voies, mais cette quête doit tenir dûment compte des réalités du commerce mondial, en particulier du rôle et de l'influence de certaines grandes sociétés transnationales en matière de production, de transformation et de prix.

#### Persistance du protectionnisme

Le maintien par beaucoup de pays industrialisés de niveaux élevés de protectionnisme constitue un obstacle important au progrès. La protection des marchés intérieurs des produits agricoles, et plus particulièrement les produits les plus transformés, demeure très élevée dans ces pays. D'après les chiffres de l'OCDE, dans les pays industrialisés, le montant total des transferts financés par les consommateurs et les contribuables au titre des politiques agricoles a atteint en 1991 le chiffre record de 320 milliards de dollars des Etats-Unis.

Il est particulièrement décevant et frustrant que la libéralisation du commerce, qui a conduit au démantèlement massif des obstacles au commerce dans la région et dans beaucoup d'autres pays en développement, n'ait pas été accompagnée de mesures similaires dans beaucoup de pays industrialisés. Cela a placé les producteurs de la région dans une situation extrêmement désavantageuse, puisqu'ils doivent faire face à la concurrence injuste des exportations subventionnées des pays industrialisés, non seulement sur les marchés mondiaux, mais aussi très souvent sur leurs propres marchés.

#### Avantages de la libéralisation du commerce international

Dans l'ensemble, la suppression des barrières protectionnistes servirait les intérêts de tous les pays, y compris des pays en développement. La libéralisation du commerce international peut stimuler,

bien davantage que l'aide, la croissance et la prospérité économiques. De toute évidence, la conclusion rapide et positive des négociations d'Uruguay donnerait une impulsion considérable à la reprise et au progrès.

Comme chacun sait, c'est la première fois que l'agriculture occupe autant de place dans les négociations du GATT. La FAO a été associée à ces négociations, notamment à propos des obstacles sanitaires et phytosanitaires au commerce, et il a été fait mention, en particulier, du rôle important du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux. Malheureusement, les désaccords entre les deux principaux partenaires commerciaux quant au bien-fondé et aux modalités d'une réduction des subventions agricoles empêchent de progresser vers une conclusion positive des négociations générales.

Il est particulièrement important pour la région de surmonter l'impasse actuelle des négociations du GATT car, en fin de compte, elle aura tout à gagner de la levée des barrières protectionnistes, en particulier dans le secteur alimentaire et agricole. Selon une étude, une réduction de 20 pour cent des prix à la production dans le secteur agricole des principaux pays développés, comme l'envisage ce qu'on appelle le plan Dunkel, entraînerait globalement un profit commercial net de quelque 450 millions de dollars pour cette région. Bien sûr, l'ampleur des profits serait différente selon les pays, et certains pays pourraient même y perdre en chiffres réels. Tout dépendra des produits qu'ils exportent et qu'ils importent, de leurs principaux marchés d'exportation et de l'impact des clauses préférentielles sur l'accès aux marchés.

#### Conséquences de l'unification du marché européen

Il faut également insister, pour l'avenir des échanges internationaux de la région, sur les progrès accomplis vers la constitution d'un marché européen unique. La Communauté économique européenne a des relations anciennes avec les pays de la Communauté des Caraïbes grâce à la Convention de Lomé, et avec les pays d'Amérique centrale grâce aux accords de San José. Depuis 18 mois, la CEE a également signé des accords commerciaux bilatéraux avec le Groupe des pays andins, le Brésil, le Chili, le Mexique et l'Uruguay. Manifestement, les effets d'un marché européen unifié sur l'accès aux marchés et sur l'accès préférentiel dont bénéficient actuellement le groupe des Etats ACP sont extrêmement préoccupants.

A cet égard, les décisions prises en ce qui concerne le commerce de la banane sont d'une importance cruciale pour de nombreux pays de la région. Il faudra faire preuve de beaucoup de bonne volonté et de dynamisme pour parvenir à une solution concrète. On devra tenir compte à la fois des principes du GATT et des intérêts des petits pays producteurs dont les entrées de devises dépendent pour l'essentiel des exportations de bananes.

#### L'Amérique latine et l'augmentation de la demande

D'ici 30 ans, il y aura 3 milliards d'habitants de plus sur la planète, et la demande de nourriture, de vêtements et d'autres produits fondamentaux augmentera dans des proportions considérables. Il faudra doubler la production alimentaire et agricole. Il est donc indispensable que le processus de coopération commerciale et économique dans cette région aboutisse à des relations dynamiques et plus intenses avec le reste du monde. La prospérité de la région sera mieux assurée si elle est solidement ancrée dans le commerce mondial en expansion.

Un potentiel considérable existe: les richesses naturelles de la région - ses terres, ses forêts et ses pêches - devraient lui permettre non seulement de satisfaire l'ensemble de ses propres besoins, mais aussi de produire de larges excédents à exporter afin de répondre à la demande des autres régions. L'Amérique latine est en effet généralement considérée comme l'un des rares "espaces agricoles" qui existent encore dans le monde. C'est d'ailleurs ce dont témoigne l'augmentation des exportations agricoles traditionnelles et nouvelles. Par exemple, les exportations de produits horticoles ont doublé depuis cinq ans, et les pêches maritimes et continentales sont à peine exploitées.

Mais comment faire pour accroître la production sans sacrifier les petits producteurs et sans céder à la tentation d'une surexploitation des ressources naturelles? Ici, comme ailleurs, une grande prudence est de mise: les ressources naturelles de la région devront être exploitées avec sagesse pour répondre à l'augmentation prévue de la demande de produits agricoles.

### Il est urgent d'engager des recherches en vue du développement agricole durable

La région doit donc produire plus et créer davantage de revenus et d'emplois, sans détruire son patrimoine naturel. La question est de savoir si nous avons les connaissances et les techniques pour atteindre ces objectifs. Les techniques actuelles de production intensive en agriculture, qui dépendent de l'utilisation massive de pesticides et d'engrais, sont critiquées car elles détériorent l'environnement, mais, en l'absence de toute autre solution viable et confirmée, il n'y a peut-être pas d'autre issue que de s'appuyer sur ces mêmes techniques. Bien sûr, tous les efforts doivent être déployés pour garantir une utilisation plus sûre et plus attentive des techniques disponibles, afin de limiter au maximum les atteintes à l'environnement.

Cela ne signifie pas qu'il faille accepter le *statu quo*. Les efforts de recherche doivent être orientés d'urgence sur la mise au point de solutions qui soient à la fois respectueuses de l'environnement et susceptibles de produire ce dont on a besoin. Les biotechnologies sont prometteuses dans ce domaine, mais les recherches sont souvent coûteuses. Elles sont en grande partie menées par de grandes sociétés transnationales sur des variétés végétales et animales dont la plupart sont adaptées aux zones tempérées et pour lesquelles il existe un marché essentiellement dans les pays développés.

Toutefois, la région a l'énorme avantage de disposer d'un vaste réservoir de biodiversité. Il faut donc que les pays créent des réseaux et d'autres moyens d'échange, afin de mettre au point des techniques et des variétés nouvelles. Le Réseau de coopération technique sur les biotechnologies végétales (REDBIO), appuyé par la FAO, regroupe déjà 18 pays de la région. Ainsi, le noyau qui permettra de promouvoir la coopération régionale est en place. A l'avenir, les biotechnologies joueront un rôle de plus en plus important pour ce qui est d'accroître la production, les revenus et les gains à l'exportation.

### La FAO dans la région

La région a donné la preuve de sa grande vitalité en matière d'environnement. Il suffit de rappeler qu'elle a pris l'initiative

d'accueillir la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), mieux connue sous le nom de Sommet de la Terre. Le programme d'Action 21 adopté par cette conférence historique couvre une très large gamme de programmes de la FAO. Nous sommes prêts à coopérer pleinement au suivi de la CNUED avec les pays de la région et avec d'autres organisations. La FAO apporte déjà son soutien au Traité de coopération de l'Amazone. Elle fournit un appui au secrétariat de ce traité et participe activement à la préparation d'un ensemble de projets d'orientation écologique destinés à cette vaste zone de forêts tropicales humides.

La FAO, par l'intermédiaire de son bureau régional à Santiago, au Chili, et de son réseau de représentants dans les pays, est bien placée pour aider les gouvernements de la région. Nous avons pour mandat d'appuyer leurs efforts visant à améliorer les conditions de vie des populations, en particulier dans les zones rurales, à développer l'agriculture, la foresterie et les pêches sur une base durable et à accroître la compétitivité de la région sur le marché mondial. Le rôle de la FAO est de servir de catalyseur, de fixer des normes, de diffuser les connaissances et les techniques les plus récentes et d'orienter les investissements vers l'assistance technique et le développement.

A l'heure actuelle, le Programme de terrain de la FAO comprend 277 projets en cours dans la région pour un coût total de quelque 127 millions de dollars; la plupart sont financés par le Programme de coopération technique de la FAO. Les projets de fonds fiduciaires ont maintenant atteint quelque 70 millions de dollars, soit plus du double des financements du PNUD. La part accrue des projets de fonds fiduciaires est bon signe pour l'avenir, vu le déclin que l'on constate dans l'exécution de projets par les institutions spécialisées à la suite de nouveaux arrangements concernant les dépenses d'appui décidés par le PNUD.

La FAO coopère avec un grand nombre d'organisations régionales et internationales telles que l'Association latino-américaine d'intégration, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, le Système économique latino-américain, l'Union des pays exportateurs de bananes, la Banque interaméricaine de développement, pour n'en nommer que quelques-unes. Nous apportons une attention particulière à conclure dès que possible un accord officiel avec la BID qui permettrait de promouvoir notre future coopération.

#### Conférence internationale sur la nutrition

Avant de conclure, je voudrais mentionner la Conférence internationale sur la nutrition (CIN) qui aura lieu à Rome en décembre 1992, sous le patronage conjoint de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé. Votre région a participé activement aux préparatifs de la CIN, qui se sont achevés avec l'organisation de deux réunions, l'une au Mexique et l'autre en Jamaïque en mars de cette année. Ensuite, une réunion extrêmement fructueuse du comité préparatoire en août a ouvert la voie au bon déroulement de la conférence en décembre. Je compte sur la participation dynamique des pays de la région à la CIN lorsqu'il s'agira de définir le programme et le plan d'action permettant d'atteindre l'objectif commun d'une meilleure nutrition et de la sécurité alimentaire pour tous.

### Conclusions

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a toujours participé activement et de manière constructive aux réunions internationales. Votre région, soutien ferme et constant de la FAO, a beaucoup oeuvré pour que la FAO reste une organisation multilatérale puissante et crédible au service de tous ses Etats Membres. Je ne doute pas que votre région, avec toutes ses ressources et ses capacités, a un rôle très important à jouer pour satisfaire les besoins croissants du monde. Elle a aussi la lourde responsabilité de défendre ardemment le multilatéralisme dans les institutions internationales.

A la FAO, nous espérons vivement que notre collaboration avec votre région se poursuivra et s'intensifiera. Votre solidarité indéfectible est indispensable, car nous souhaitons tous que la FAO reste ce qu'elle a vocation d'être: une organisation véritablement internationale. Permettez-moi de profiter de cette occasion pour vous remercier sincèrement de l'appui que j'ai personnellement reçu de vous tous.

En conclusion, je souhaite le plein succès de vos travaux pour cette conférence qui, je l'espère, donnera un élan nouveau à la collaboration dans le secteur vital de l'agriculture et du développement rural.



RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE

(Montevideo, Uruguay, 28-30 septembre 1992)

1. Le Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes a ouvert le Comité technique au nom du Directeur général; il a souhaité la bienvenue aux délégués et aux observateurs et a remercié le Gouvernement et le peuple uruguayens de leur hospitalité.

Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur

2. Le Comité, à l'unanimité, a élu Président M. Pedro Saravia, Sous-Secrétaire à l'élevage, à l'agriculture et aux pêches d'Uruguay; il a aussi, à l'unanimité, élu Vice-Président M. Ruall C. Harris, Secrétaire permanent à l'agriculture, à l'alimentation et aux pêches de la Barbade. M. Samuel Fernández, Ministre Conseiller et Représentant permanent adjoint du Chili auprès de la FAO a été élu Rapporteur.

3. Le Comité de rédaction s'est composé des délégués de l'Argentine, du Honduras, de la Jamaïque et de l'Uruguay, les autres délégués étant invités à y participer librement.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

4. La Conférence a adopté l'ordre du jour et le calendrier reproduits à l'Annexe A.

Conséquences pour la région de la création du Marché unique européen, de l'ouverture politique et commerciale de l'Europe de l'Est et des résultats des négociations d'Uruguay

5. Le Directeur de la Division mixte CEPALC/FAO de l'agriculture a présenté une synopsis de ce point de l'ordre du jour<sup>1</sup>. Il a commencé par souligner l'importance de la question pour l'Amérique latine et les Caraïbes et a appelé l'attention sur les effets que les politiques de soutien mises en oeuvre par les pays industrialisés exercent sur le secteur agricole des pays de la région. Il a mentionné en particulier les répercussions défavorables que la Politique agricole commune (PAC) de la Communauté européenne (CE) a sur les exportations de l'Amérique latine et des Caraïbes.

6. Il a indiqué aussi que, compte tenu de la rapidité et du caractère des changements qui ont lieu en Europe ainsi que de l'impasse des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, il est difficile d'évaluer les incidences que ces changements auront sur l'agriculture et le commerce agricole de l'Amérique latine et des Caraïbes.

---

<sup>1</sup> LARC/92/3.

Ils devraient néanmoins avoir un effet profond sur la région car ils modifieront la position relative des pays dans ce que l'on appelle la "pyramide des privilèges" de la Communauté européenne.

7. Le Directeur a observé que ces changements auront un impact important sur le commerce des produits agro-alimentaires. Il a mentionné en particulier: i) les modifications apportées à la PAC; ii) l'intégration et le remembrement de l'économie européenne (SME 1992) et l'intégration financière et politique envisagée dans le cadre du Traité de Maastricht; iii) l'apparition d'une nouvelle "zone économique européenne" caractérisée par des liens et une intégration plus étroits entre la Communauté et les pays de l'AELE et de l'Europe de l'Est; enfin iv) les Négociations commerciales du GATT de l'Uruguay Round.

8. Il a fait observer que les exportateurs de la région devront affronter des marchés de plus en plus compétitifs et de plus en plus complexes dans les pays développés, lesquels appliquent des normes techniques et qualitatives plus élevées qui constituent à l'heure actuelle des défis nouveaux et sérieux. Il a déclaré cependant que l'entrée en vigueur du SME et l'extension de la zone économique offriront aussi des débouchés aux exportations de la région.

9. Il a insisté sur le fait que l'impact réel de ces modifications sur les exportations de la région dépendra des facteurs ci-après:

i) l'introduction et la mise en oeuvre effective des règles et mécanismes du SME de 1992; ii) le déroulement de la procédure d'amendement de la PAC; iii) la capacité de la Communauté européenne d'absorber une nouvelle zone économique de proportion continentale; iv) les modifications des relations commerciales et du système de préférences de la Communauté européenne; v) les caractéristiques et la structure de la base de production et le profil de la région en matière d'exportations; et vi) la capacité de réaction des gouvernements, producteurs et entrepreneurs de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'évolution de la situation.

10. Il a déclaré que les changements examinés dans le document seront nombreux et auront des effets profonds sur les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a estimé qu'il se pourrait, dans certains cas, que de nouveaux débouchés se créent, ce qui aurait des effets positifs, mais que dans d'autres, ce soit la croissance de l'agriculture et des exportations qui en fassent les frais.

11. Il a souligné que les mesures à prendre pour tirer parti des nouvelles opportunités ne devraient pas être exclusivement axées sur la croissance des exportations mais inclure aussi un développement équitable fondé sur une agriculture durable et sur la transformation de la production.

12. Il semble, d'après le document, que l'on devrait envisager les mesures particulières ci-après: i) une participation plus active et mieux coordonnée de tous les pays de la région aux négociations d'Uruguay du GATT; ii) la consolidation sur une base plus large des accords commerciaux et de coopération, comme l'Initiative pour les Amériques, et l'établissement de nouveaux liens avec le bloc Asie/Pacifique Sud; iii) une action commune pour accroître les flux commerciaux intérieurs; iv) l'adoption de mesures qui, en mettant l'accent sur la complémentarité économique, l'emploi et la diffusion de technologies de pointe appropriées et le renforcement des mesures de coopération régionales dans le domaine des produits de base, puissent améliorer la compétitivité des exportations



de l'Amérique latine et des Caraïbes v) la préparation et la soumission de programmes et de projets en vue d'un éventuel financement par la Communauté européenne, principalement dans les domaines du développement rural et de la sécurité alimentaire; la diversification de la base de production et du commerce régional; la promotion de l'intégration régionale et de cultures d'exportation non traditionnelles; la correction des problèmes liés à l'agriculture paysanne et à la pauvreté rurale; et des mesures de protection de l'environnement.

13. Le Comité a fait ressortir l'importance pour la région des négociations commerciales d'Uruguay, de la constitution du Marché unique européen et de l'évolution de l'agriculture en Europe de l'Est; il a félicité la FAO de la qualité du document de travail, qui a offert un excellent point de départ pour les délibérations du Comité sur les grandes questions du commerce international.

14. L'Uruguay Round est de loin l'ensemble le plus complet de négociations commerciales jamais entreprises depuis que le GATT existe. Outre les domaines traditionnels, cette série de négociations englobe aussi de nouveaux aspects du monde des échanges, tels que les services, les droits de propriété intellectuelle et les questions d'investissement liées au commerce. La Conférence a estimé que les négociations devraient arriver à des résultats équilibrés dans tous les domaines.

15. Le Comité a souligné que, pour la première fois dans les négociations du GATT, l'Uruguay Round a aussi consacré des délibérations étendues à l'agriculture et spécialement à l'accès aux marchés, aux mesures de soutien intérieur et aux subventions à l'exportation. Le Comité a noté que le projet d'accord concernant l'agriculture prévoit, pour chacun de ces éléments, des règles et des disciplines bien précises qui devraient aboutir à de sensibles réductions des mesures qui sont à l'origine des distorsions des échanges.

16. Soulignant que la libéralisation des échanges pourrait stimuler la croissance économique mondiale, le Comité a insisté sur la nécessité d'aboutir rapidement à une heureuse conclusion des négociations d'Uruguay. Un certain nombre de délégations ont pris note d'initiatives prises en vue de parvenir à un accord, ainsi le projet d'Acte final de l'Uruguay Round ("Projet Dunkel") communiqué en décembre 1991, que leurs gouvernements sont disposés à entériner.

17. L'assistance technique fournie par la FAO aux pays en développement participant aux négociations d'Uruguay a été appréciée, en particulier son rôle dans les négociations concernant le projet d'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires contenues dans le projet d'Acte final.

18. Le Comité a noté que la libéralisation des marchés à laquelle vise l'Uruguay Round aura des effets divers suivant les caractéristiques de la production et du commerce agricole de chaque pays et suivant la mesure dans laquelle les conditions d'accès préférentiel aux marchés pourraient se modifier.

19. Le Comité a estimé que les pays importateurs nets de produits alimentaires, notamment les pays ACP, devraient bénéficier d'un traitement particulier leur permettant de s'adapter aux nouvelles conditions des marchés après la libéralisation des échanges et à l'éventuelle érosion du traitement préférentiel dont ils jouissaient sur certains marchés des pays développés. Le Comité a noté qu'une déclaration concernant les mesures

relatives aux éventuels effets négatifs du programme de réforme sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires est incluse dans le projet d'Acte final de l'Uruguay Round.

20. Le Comité a pris note avec satisfaction des efforts exercés par le groupe Cairns, et spécialement par ses membres latino-américains, pour que les intérêts de tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes soient pris en compte de la manière la plus ample possible.

21. Une attention particulière a été réservée à la proposition de la Commission de la Communauté européenne concernant l'ajustement du régime communautaire appliqué à la banane dans le contexte du Marché unique européen et de l'Uruguay Round. Le Comité a exhorté la Communauté européenne à ajuster sa politique d'importation de bananes de manière à l'harmoniser pleinement avec la proposition de tarifs douaniers complets étudiée dans le cadre des négociations d'Uruguay. D'autres délégations ont instamment demandé que la Communauté s'en tienne à ses présents engagements concernant les importations de bananes à des conditions préférentielles. D'autres ont souligné la nécessité que soit adoptée, dans le cadre de la treizième session du groupe intergouvernemental FAO sur la banane prévue à La Lima (Honduras) en novembre 1992, une approche équilibrée à l'égard des problèmes politiques du marché mondial de la banane. De même, le Comité a noté que le Protocole du sucre, annexe de la Convention de Lomé, porte sur une période indéterminée et qu'une autre organisation internationale s'intéresse de près au marché mondial du sucre. D'aucuns ont néanmoins suggéré que la FAO devrait examiner s'il est souhaitable qu'elle s'occupe de problèmes similaires concernant le marché mondial du sucre. Le Comité a exprimé l'espoir que les négociations relatives à un nouvel Accord international sur le café, et notamment ses clauses économiques, soient couronnées de succès. Le Comité a fait observer qu'il est nécessaire de continuer à s'occuper du Protocole concernant le rhum, qui figure en Annexe à la Convention de Lomé.

22. Le Comité a appris que la Communauté européenne va prendre des mesures pour réformer sa Politique agricole commune (PAC). Un certain nombre de délégations ont exprimé leur déception de ce que ces réformes ne semblent pas inclure de dispositions explicites visant soit à renforcer l'accès aux importations en provenance de pays tiers, soit à abaisser les subventions en faveur des exportations agricoles de la Communauté, comme le prévoient les propositions figurant dans le projet d'Acte final des négociations d'Uruguay ("Projet Dunkel").

23. Le Comité a exprimé l'espoir que le Marché unique européen, qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1993, offrirait de nouvelles possibilités aux exportations des pays en développement. Pour être en mesure de tirer parti de telles opportunités, certains pays devront améliorer leurs techniques de production et, dans de nombreux cas, auront besoin d'une assistance financière et technique pour y parvenir.

24. Le Comité a examiné la manière dont la FAO devrait aider les pays de la région dans les efforts qu'ils devront faire pour relever les défis qu'engendreront les actuels bouleversements de l'environnement mondial du commerce des produits agricoles. En particulier, il a souligné que la FAO devrait continuer à les aider à accroître leur compétitivité en tant qu'exportateurs et à diversifier de manière appropriée leurs secteurs agricoles. Le Comité a insisté aussi sur le rôle de la FAO en tant que promotrice de nouveaux efforts de coopération entre les pays de la région pour ce qui concerne les négociations commerciales internationales, et sur

sa fonction de centre d'information grâce à laquelle les pays membres peuvent se tenir au courant de l'évolution des marchés.

**MISE A JOUR CONCERNANT LES PRÉPARATIFS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE  
SUR LA NUTRITION (CIN)**

25. Le Directeur de la Division FAO des politiques alimentaires et de la nutrition a introduit ce point de l'ordre du jour<sup>2</sup>. Il a fait savoir que la Conférence internationale sur la nutrition, convoquée conjointement par la FAO et par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), se tiendra à Rome du 5 au 11 décembre 1992. Cette Conférence a pour objet de donner à la communauté internationale l'occasion de procéder à une évaluation critique des problèmes de malnutrition qui se posent de manière persistante dans le monde et de décider de la méthode préférable pour s'y attaquer.

26. Il a mentionné aussi les préparatifs faits aux niveaux national et régional en vue de la Conférence et la réunion du Comité préparatoire de la CIN qui s'est tenue à Genève en août; il a tenu à souligner que tous les participants présents y avaient activement contribué.

27. Des déclarations et des plans d'action régionaux ont servi de point de départ pour l'établissement de la Déclaration mondiale sur la nutrition et du Plan d'action qui seront adoptés par les pays à la CIN.

28. Il a souligné que les ONG devraient être associées aux activités de suivi de la CIN car elles jouent un rôle essentiel dans le bien-être nutritionnel des populations.

29. Il a fait ressortir que la CIN ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme une étape du processus continu de renforcement des efforts et des mesures nécessaires pour prévenir la faim et la malnutrition et pour y remédier.

**Représentation de la région au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)**

30. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le Représentant régional adjoint pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui a décrit les structures et les mécanismes de fonctionnement du GCRAI et a insisté sur l'importance que la FAO attache à la recherche agricole.

31. Le Chili a été à l'unanimité élu pour représenter la région au sein du GCRAI, en remplacement du Brésil dont le mandat a pris fin en 1992.

**Innocuité et contrôle des produits alimentaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, et plus particulièrement des aliments vendus sur la voie publique et des autres produits présentant un risque potentiel pour le consommateur et pour le commerce international des denrées alimentaires**

32. Le Directeur de la Division FAO des politiques alimentaires et de la nutrition a également introduit le document présenté sous ce titre<sup>3</sup>, qui insistait sur l'importance que l'amélioration des systèmes de contrôle de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires revêt pour tous les

---

<sup>2</sup> LARC/92/INF/4.

<sup>3</sup> LARC/92/5.

pays de la région. Il a fait un bilan du commerce international des produits alimentaires ainsi que des avantages présents et futurs que pourrait offrir un renforcement des systèmes de contrôle de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires de la part des industries alimentaires et des gouvernements. Il a mis l'accent sur la protection des consommateurs et sur la nécessité d'assurer le suivi permanent et le contrôle des produits d'alimentation familiale à tous les stades de la production, de la récolte, de l'entreposage, de la transformation et de la commercialisation. Il a souligné aussi la place que les aliments vendus dans les rues occupent dans l'existence de populations urbaines en expansion et la nécessité de rendre plus sûr ce mode d'alimentation. Le document proposait un Plan d'action en faveur de l'harmonisation des politiques, des législations et de la normalisation du contrôle des produits alimentaires à l'échelle de la région, d'une meilleure gestion et exécution des programmes de contrôle des produits alimentaires, de la coopération technique entre les pays de la région et d'une meilleure circulation de l'information, enfin d'une participation accrue des consommateurs aux questions concernant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires.

33. Le document insistait aussi sur le fait qu'il est important de participer aux travaux de la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius qui élabore des normes internationalement recommandées et des codes d'usages s'appliquant aux importations et exportations de produits alimentaires. Il faisait ressortir le travail accompli à cet égard par le Comité de coordination du Codex pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

34. Le Comité a insisté sur la nécessité pour tous les pays de la région d'agir de manière énergique et concertée pour élaborer des programmes efficaces et satisfaisants concernant la qualité et l'innocuité des produits alimentaires. Il a accordé une priorité élevée à la nécessité de collaborer avec la Commission du Codex Alimentarius pour mettre au point des normes appropriées concernant les produits alimentaires, l'hygiène et l'étiquetage, ainsi que le contrôle et la limitation des contaminants alimentaires et a demandé instamment que ses recommandations soient rapidement appliquées aux niveaux national et régional.

35. Le Comité a apprécié l'assistance que la FAO apporte aux pays de la région désireux de renforcer leurs systèmes de contrôle de la qualité, de l'innocuité et de la contamination des produits alimentaires, ainsi que pour la formation des personnels chargés de l'inspection des produits alimentaires, des laboratoires et de la gestion. Il a souligné aussi qu'il est important de former et d'éduquer la communauté dans son ensemble aux procédures de qualité et d'innocuité des produits alimentaires. Il a insisté sur la nécessité de disposer de meilleures installations d'analyse et de surveillance des produits alimentaires, et de renforcer la capacité des laboratoires. Il a aussi demandé que la FAO prête son concours à la préparation de manuels destinés aux fonctionnaires chargés du contrôle des produits alimentaires. Il a exprimé l'espoir que l'aide de la FAO pourrait être étendue à tous les pays de la région et a fait observer que, pour accéder aux marchés d'exportation de l'Amérique du Nord, de l'Europe et d'ailleurs, il faut d'abord résoudre les problèmes de qualité et d'innocuité des produits alimentaires.

36. Le Comité a souscrit au Plan d'action contenu dans le document de travail et a demandé que des efforts énergiques soient faits, dans le cadre d'une stratégie plus générale, pour que ce Plan d'action et les suggestions formulées soient mis en oeuvre. Il a appelé l'attention sur la nécessité de

lancer des programmes qui contribuent à réduire les risques de contamination organique et inorganique pendant la production, la récolte et la manutention des matières premières et favorisent ainsi une meilleure protection de l'environnement. Il a en conséquence admis la nécessité de donner aux agriculteurs et aux travailleurs une meilleure préparation pour ce qui concerne l'utilisation des produits agrochimiques et les mesures sanitaires à appliquer pendant la récolte, la manutention et le transport des denrées. Il a estimé que les programmes concernant le contrôle de la qualité des eaux utilisées à des fins agricoles sont d'une importance vitale. Il a souligné la nécessité d'établir une coordination intelligente entre tous les secteurs de manière que les programmes de vulgarisation et de formation destinés à tous ceux qui participent à la production alimentaire produisent leurs effets. Enfin, il a souligné la nécessité de pourvoir d'urgence à l'approvisionnement en eau potable des vendeurs ambulants afin de maîtriser une des causes potentiellement les plus dangereuses de contamination des aliments vendus dans la rue.

#### Situation et perspectives des biotechnologies modernes en Amérique latine et dans les Caraïbes

37. Ce point de l'ordre du jour<sup>4</sup> a été présenté par le spécialiste régional de la production végétale, qui a insisté sur le fait que les biotechnologies agricoles modernes constituent une panoplie d'instruments qui pourrait avoir, à moyen terme, des effets et des avantages appréciables pour la production agricole et animale de la région.

38. Le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes a conduit en 1989/90 une enquête qui a couvert 16 pays et a mis en évidence une très large participation du secteur privé, des activités hétérogènes et de niveau technologique variable - depuis les techniques les plus orthodoxes jusqu'au génie génétique en passant par la recombinaison de l'ADN - concernant une large gamme de cultures.

39. Selon l'orateur, les principaux obstacles au développement des biotechnologies sont: le manque de personnel hautement qualifié dans des disciplines de pointe; la modestie des fonds et ressources affectés aux laboratoires; l'absence de capitaux d'entreprise; des liaisons insuffisantes entre le secteur universitaire et le secteur de la production; l'absence de mécanismes ou de réseaux souples d'information; l'absence de multidisciplinarité, spécialement entre les agronomes et les spécialistes des biotechnologies.

40. Il a mentionné le Réseau de coopération technique sur les biotechnologies végétales (REDBIO), qui rassemble des laboratoires de 20 pays de la région et qui a pour but, moyennant une formation appropriée, d'utiliser les nouvelles technologies, au profit des principales cultures présentant une importance sociale et économique pour la région.

41. Il a déclaré que la Convention sur la diversité biologique et le Programme "Action 21" négociés par plus de 150 pays lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (PNUED) offrent un cadre approprié pour l'application et l'utilisation des biotechnologies en vue d'une mise en valeur durable de l'agriculture et des forêts.

---

<sup>4</sup> LARC/92/4.

42. Sans perdre de vue les réalités socio-économiques nationales, il faudrait néanmoins mettre à profit les abondantes ressources génétiques de la région et diverses biotechnologies appropriées pour promouvoir, aux niveaux régional, national et local, des politiques orientées vers des marchés respectueux de l'environnement et proportionnées à l'ampleur du défi.

43. Le Comité a souligné l'opportunité, la qualité et la pertinence du document soumis par le Secrétariat de la FAO, qui présente un examen précis de la situation et sera un précieux outil d'analyse pour la région.

44. Il a insisté sur la nécessité d'adapter et de transférer les biotechnologies avancées élaborées dans les pays développés aux conditions des différents pays, notamment des pays tropicaux de la région, ainsi que de promouvoir la formation professionnelle et la coopération technique horizontale et de trouver des financements en recourant à des approches différenciées correspondant aux besoins de chaque pays.

45. Il a souligné la nécessité de mieux coordonner les projets et activités mis au point en matière de biotechnologies par les diverses institutions internationales coopérant dans le domaine de l'agriculture et a suggéré que la FAO examine la possibilité de créer, dans la région, un organe interinstitutions chargé de gérer et de suivre les activités menées dans le domaine des biotechnologies, et principalement du génie génétique et de la biologie moléculaire.

46. Le Comité a suggéré que la FAO organise une consultation sur les biotechnologies agricoles à laquelle participeraient des représentants des gouvernements, d'organisations internationales de coopération technique et financière, des organisations de coopération bilatérale et des programmes nationaux afin de coordonner les activités en cours et de définir des stratégies de développement. Il a proposé que la FAO examine la possibilité de mettre en oeuvre, avec une coordination multi-institutions, des programmes sous-régionaux concernant les biotechnologies et utilisant des mécanismes ou des réseaux déjà en place.

47. Il a recommandé que les pays mettent à profit les avantages évidents de la région en matière de diversité biologique et autres ressources naturelles et que priorité soit donnée aux activités prévoyant l'utilisation de matériel germinatif, notamment la conservation, l'identification et l'isolation de gènes à utiliser en vue d'une amélioration génétique. Il a réaffirmé la nécessité d'harmoniser ces activités avec les conclusions dégagées à la CNUED concernant la diversité biologique et les biotechnologies.

48. Il a demandé que la FAO complète, dans le cadre d'une approche interdisciplinaire, l'actuelle banque de données sur les biotechnologies végétales au moyen d'informations concernant les biotechnologies animales.

49. Le délégué de l'Unesco a fait rapport sur le Projet régional de biotechnologie exécuté conjointement avec l'ONUDI et le PNUD. Ce projet porte principalement sur la formation et les applications de la recherche sur les biotechnologies à la santé humaine et à la production végétale. L'Unesco pourrait apporter sa collaboration à l'organe proposé par le Comité. Le délégué de l'Unesco a promis de transmettre à la FAO les résultats de la Phase 1 du projet, en vue de leur diffusion.

50. Un délégué d'un pays observateur a présenté un résumé des activités de coopération technique de son pays, et a souligné que les biotechnologies sont actuellement au centre de sa politique de coopération internationale. Il a rappelé que le Secrétaire général des Nations Unies a donné pour mandat au Directeur général de la FAO de coordonner les activités des principales institutions des Nations Unies en matière d'environnement.

#### Questions diverses

51. La délégation brésilienne a fait savoir que la huitième session du Comité de coordination du Codex pour l'Amérique latine et les Caraïbes se tiendra à Brasilia du 16 au 20 mars 1993, contrairement à ce que dit le paragraphe 85 du document LARC/92/5. Elle sera précédée, les 15 et 16 mars 1993, du séminaire sur la contamination microbiologique des produits alimentaires et ses incidences sur le commerce international.

52. La délégation de l'Argentine a fait savoir qu'elle a organisé, en commun avec le PNUD et l'Unité FAO qui s'occupe de la coopération technique entre les pays en développement, un exercice de programmation qui aura lieu à Buenos Aires du 1er au 5 décembre 1992. Les participants de 20 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes et de cinq pays appartenant à d'autres régions y échangeront offres et demandes de coopération technique concernant le secteur agro-alimentaire. Les Représentations de la FAO ont été invitées à aider les pays à établir leurs réponses à l'enquête sur les institutions et organisations ayant des possibilités et des besoins de coopération technique.







ISBN 92-5-203246-0



9 789252 032465

M-90

T0676F/1/11.92/325